

# QUESTIONS ACTUELLES DU COMMUNISME

## SOMMAIRE

- 5. Editorial — Les questions actuelles du communisme en France
- 8. Manifeste pour la reconstitution du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)
- 10. Quel est l'ennemi principal du peuple français?
- 16. Les principaux partis de la vie politique française et la conjoncture mondiale actuelle
- 26. Les manoeuvres « théoriques » de Jurquet à propos des déclarations de Deng
- 33. Quelques expériences à ne pas recommencer
- 35. Défendre le camarade Hua Guofeng c'est défendre Mao Zedong
- 37. L'expérience de l'étranger — La deuxième réorganisation du parti en Italie

REVUE THEORIQUE ET POLITIQUE DE L'ORGANISATION  
POUR LA RECONSTITUTION DU PARTI COMMUNISTE DE FRANCE (MARXISTE-LÉNINISTE)

# QUESTIONS ACTUELLES DU COMMUNISME

---

REVUE THEORIQUE ET POLITIQUE DE L'ORGANISATION  
POUR LA RECONSTITUTION DU PARTI COMMUNISTE DE FRANCE (MARXISTE-LENINISTE)

---

PRIX: 5 F

OCTOBRE 1977

N° 1

---

«QUESTIONS ACTUELLES DU COMMUNISME»

Publication bimestrielle

*Directeur de publication:* Didier Racine

*Adresse:* 49, rue Sébastien Mercier — 75015 PARIS

Imprimerie spéciale Q.A.C.

# Sommaire

- 5. Editorial — Les questions actuelles du communisme en France
  - 8. Manifeste pour la reconstitution du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)
  - 10. Quel est l'ennemi principal du peuple français?
  - 16. Les principaux partis de la vie politique française et la conjoncture mondiale actuelle
  - 26. Les manoeuvres « théoriques » de Jurquet à propos des déclarations de Deng
  - 33. Quelques expériences à ne pas recommencer
  - 35. Défendre le camarade Hua Guofeng c'est défendre Mao Zedong
  - 37. L'expérience de l'étranger — La deuxième réorganisation du parti en Italie
-

# Editorial

## Les questions actuelles du communisme en France

### La situation est dangereuse

6100 tanks pour l'OTAN, 27 mil pour le Pacte de Varsovie. 60 bombardiers stratégiques pour les Etats-Unis, 600 pour l'URSS. Voilà des chiffres, parmi d'autres, qui font réfléchir. A l'heure où les deux superpuissances veulent se repartager le monde, les pays du tiers monde et du second monde mènent une lutte en différents points du globe contre ces tentatives. L'une des superpuissances, les Etats-Unis d'Amérique, ont été affaiblis par les défaites successives essuyées dans le tiers monde, en particulier en Asie et en Afrique, et par les contradictions qui les opposent aux pays du second monde. Les Etats-Unis sont actuellement une puissance en déclin, économiquement et militairement. L'URSS, au contraire, poussée par ses propres contradictions internes à une militarisation à outrance, à une politique expansionniste dirigée contre les peuples et pays du monde, est actuellement la superpuissance la plus agressive, la plus dangereuse. Dans la rivalité qui les oppose, les Etats-Unis sont sur la défensive, l'URSS en position offensive. L'URSS prépare la guerre. Elle multiplie les agressions. Elle domine déjà une partie de l'Europe et vise l'autre. Déjà, elle masse ses troupes aux frontières des pays de l'Europe occidentale. Elle agit par l'intermédiaire de ses cinquièmes colonnes, les partis pro-soviétiques de chaque pays. Dans la perspective d'une nou-

velle guerre, l'Europe est un enjeu très important: dominer l'Europe représenterait une victoire décisive pour la superpuissance qui y parviendrait.

La France occupe une position-clé pour la domination de l'Europe et du monde par le social-impérialisme russe. C'est un pays du second monde qui a une influence politique importante dans le tiers monde et joue un certain rôle par rapport aux autres pays du second monde. La France a aussi une certaine importance historique à cause de ses positions dans la lutte pour l'indépendance nationale et de l'histoire de son mouvement ouvrier. C'est pourquoi elle est très convoitée par le social-impérialisme russe. Il manque cependant au social-impérialisme russe certaines conditions pour réaliser ses rêves de domination de l'Europe: en particulier affaiblir, miner de l'intérieur les pays d'Europe pour amoindrir leurs capacités de résistance sur tous les plans. C'est le rôle du parti révisionniste en France de tout faire pour réunir des conditions politiques, militaires, diplomatiques, culturelles favorables à l'agression sociale-impérialiste. Le parti révisionniste est l'organisation qui véhicule la stratégie politique et l'idéologie des nouveaux tsars du Kremlin. Ses déclarations sur «l'aspiration à la démocratie» et les «libertés» ne sont que des paroles mensongères destinées à tromper les masses et à préparer ainsi le terrain pour sa prise de pouvoir. Sa démagogie économiste, met-

tant à profit l'aggravation des conditions de vie des masses due à l'actuelle crise économique, vise à exploiter la situation de la classe ouvrière pour en faire une troupe de choc pour la réalisation des ambitions du nouvel Hitler, Brejnev. La classe ouvrière doit dénoncer, démystifier *le plus largement possible* la politique de la cinquième colonne de Brejnev dans notre pays. Pour cela, pour défendre l'indépendance nationale et la démocratie, la classe ouvrière doit *réaliser une alliance* avec les forces de la bourgeoisie nationale, dont c'est également l'intérêt objectif de mener cette lutte, même si elle est actuellement divisée sur ce problème. Si les forces du prolétariat ne prennent pas cette lutte en mains, elles laissent le terrain à la bourgeoisie; celle-ci, évidemment, ne peut lutter de manière vraiment conséquente contre les ambitions hégémonistes de l'URSS, et de plus, elle peut être tentée de donner à cette lutte un contenu anticommuniste. Se refuser à mener cette lutte c'est désarmer la classe ouvrière pour son combat présent.

### La classe ouvrière n'a pas les rênes en main

Dans cette situation, les partis se réclamant du marxisme-léninisme, de la pensée de Mao Zedong devraient avancer une ligne claire, qui arme la classe ouvrière pour le combat actuel. Or, il n'en est rien. Si beaucoup d'entre eux sont d'accord pour parler du «PCF» comme d'un parti lié au social-impérialisme russe, ils n'en tirent aucune conséquence stratégique. L'analyse de la situation devrait permettre de donner des réponses claires à des questions telles que:

Le révisionisme moderne est-il social-démocratie ou social-fascisme? Quelle position prendre par rapport aux idées très répandues à l'heure actuelle, selon lesquelles «la gauche ne lutterait pas assez fermement contre le capitalisme»? Admettre l'idée du danger social-fasciste, n'est-ce pas s'engager à lutter contre cette «gauche» comme la plus dangereuse des forces de droite?

Revolution socialiste, certainement.

Mais quand? Peut-elle avoir lieu dans les circonstances présentes, alors que l'idéologie du social-impérialisme domine la classe ouvrière, alors que, même sur le plan organisationnel, elle est encadrée par la cinquième colonne du social-impérialisme, alors que les organisations marxistes-léninistes représentent un courant très minoritaire?

Qui est, actuellement, notre ennemi principal et quel sont nos alliés pour le combattre?

Faut-il lutter contre l'OTAN, la renforcer, ou quoi d'autre?

Les grèves politiques menées actuellement par les révisionnistes sont-elles révolutionnaires ou réactionnaires? Quelle est leur conséquence directe? Faire remporter des victoires à la classe ouvrière, ou amener au pouvoir ses pires ennemis? Quelle position doit-on, par conséquent, adopter face à ces grèves?

### La situation du mouvement marxiste-léniniste et les perspectives

Actuellement, certains partis se réclamant du marxisme-léninisme se trouvent dans une situation contradictoire: tout en reconnaissant que le social-impérialisme est l'ennemi le plus dangereux des peuples du monde, ils continuent à appliquer une politique de dépassement «à gauche» du parti révisionniste. En fait, ils proclament publiquement leur accord avec la théorie des trois mondes, de Mao Zedong, mais ils suivent une ligne totalement différente. Ceci a pour résultat un certain désarroi de la part des militants de ces organisations, qui, confrontés à la réalité, se posent des questions et ont des divergences avec les directions. D'autres militants commencent à avoir les idées plus claires sur ce qu'il faudrait faire. D'autres enfin — les plus nombreux maintenant — sont «dans la nature», autrement dit désorganisés, même si beaucoup sont partis en usine.

En plus de dix ans d'existence, le mouvement marxiste-léniniste ne s'est pas développé comme il aurait dû. Actuellement, alors que s'annonce un grand combat politique, il reste très divisé. Aucune

alternative claire n'est proposée face au social-impérialisme et au social-fascisme. Les positions marxistes-léninistes continuent à se développer et à être diffusées en milieu fermé, encore gauchiste et sectaire, et ne sont pas connues des larges masses.

Nous pensons que cet état de choses est dû à la confusion idéologique qui règne: beaucoup de déclarations «théoriques», mais pas de ligne stratégique cohérente qui intervienne réellement au niveau de la vie politique française. On parle beaucoup de «révolution socialiste», mais quels moyens se donne-t-on d'y arriver? Par cette revue nous exprimons le point de vue de l'Organisation pour la Reconstitution du *Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)*. Nous voulons contribuer à éclaircir les questions actuelles du communisme en France, permettre un débat et une réflexion qui aideraient les

communistes à s'unir sur des principes définis et une ligne claire: la reconnaissance de la justesse de la pensée de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Zedong et de la théorie des trois mondes. La conscience qu'actuellement le chemin vers la révolution socialiste passe par une lutte contre le social-impérialisme et le social-fascisme, pour l'indépendance et la démocratie.

Actuellement, si dans le mouvement marxiste-léniniste les idées ne sont pas claires, la confusion venant de l'appui albanais aux thèses gauchistes renforce beaucoup cet état de choses. C'est ainsi que des organisations où des militants vont jusqu'à approuver la théorie des trois mondes pour la politique extérieure, appliquent une ligne «albanaise» pour ce qui concerne la lutte intérieure du pays. Nous pensons que le devoir des communistes est de prendre leurs responsabilités jusqu'au bout dans cette situation.

# Manifeste pour la reconstitution du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)

---

## I

Notre objectif est le communisme, société sans exploitation et sans classes dans laquelle est mis en oeuvre le principe «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins». Le communisme est le but final du mouvement prolétarien.

Pour y aboutir, pour libérer ainsi l'humanité entière en se libérant lui-même, le prolétariat a besoin d'une organisation politique propre, d'un parti communiste ayant une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales de sa lutte.

Cet état-major, le prolétariat français l'a eu avec la naissance en 1920 du Parti Communiste, Section Française de l'Internationale Communiste. Il lui a permis de gagner en organisation et en force, de remporter des succès dans la lutte contre l'influence sociale-démocrate et dans la lutte pour la libération nationale.

La victoire du révisionnisme moderne au sein du Parti Communiste Français, sous l'impulsion directe des révisionnistes soviétiques, a transformé ce parti de parti révolutionnaire en parti fasciste à visage socialiste, agent fidèle du social-impérialisme russe.

---

## II

Le problème de la reconstitution du Parti Communiste de France est donc po-

sé au prolétariat. Cependant, depuis sa naissance, le mouvement marxiste-léniniste en France n'a pu s'arracher à l'influence du révisionnisme, du trotskysme et du gauchisme, ni sortir de l'isolement, faute de s'engager réellement dans la vie politique du pays pour y combattre fermement le révisionnisme.

Les divers partis et organisations se réclamant du marxisme-léninisme ont provoqué la division des communistes, et, par manque de perspectives justes, les ont découragé et conduit à l'abandon de la lutte.

---

## III

Les fondements de notre action sont les enseignements de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Zedong. Nous fondons notre ligne sur la thèse des trois mondes élaborée par Mao Zedong.

Nous nous proposons de l'appliquer à la réalité concrète en France, c'est-à-dire, dans l'étape actuelle, de centrer nos coups contre le social-impérialisme soviétique, ennemi principal du peuple français et des peuples du monde entier. Nous nous opposons à ceux qui déclarent soutenir la thèse des trois mondes mais qui, dans la pratique, appliquent une ligne super-révolutionnaire prétendant lutter contre tous les ennemis à la fois, c'est-à-dire, une ligne trotskyste et révisionniste qui sert le social-impérialisme et ses agents.



---

#### IV

Pour réaliser ces objectifs s'est créée l'Organisation pour la Reconstitution du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste).

Nous appelons les communistes authentiques à rompre avec l'opportunisme

Paris, le 29 septembre 1977

de droite et de «gauche» et à rejoindre nos rangs.

L'ORPCF(m-l) s'est fixée pour tâche de fonder un véritable parti communiste qui saura, par une victoire sur le révisionnisme et l'opportunisme, conduire la classe ouvrière dans sa mission historique.

*L'Organisation pour la Reconstitution  
du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)*

# Quel est l'ennemi principal du peuple français?

Quel est l'ennemi principal du peuple français? Sur cette question capitale qui définit la stratégie des communistes et engage les intérêts du peuple français, diverses thèses sont avancées dans le mouvement marxiste-léniniste en France.

Certains disent: «*Contre les deux superpuissances, faisons la révolution prolétarienne*»<sup>1</sup>, «*La lutte pour l'indépendance nationale doit être indissolublement liée à la révolution prolétarienne*»<sup>2</sup>. Et d'autres: «*La cible actuelle de la révolution est la bourgeoisie française, l'impérialisme français, la tâche actuelle est la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat*»<sup>3</sup>.

---

## Quelle est la situation internationale?

Que dit la thèse des trois mondes?

C'est en partant de l'analyse de la situation internationale actuelle, définie personnellement par Mao Zedong dans sa thèse sur la division du globe en trois mondes, que nous pourrions déterminer quel est l'ennemi principal du peuple français et définir la stratégie et la politique des communistes.

Le monde actuel est en plein bouleversement et, dans la situation actuelle, alors que se précise le danger de guerre, de vastes regroupements s'opèrent.

Les deux superpuissances, le social-impérialisme russe et l'impérialisme américain, visant l'hégémonie mondiale, s'attirent l'opposition des peuples et nations du monde entier. La rivalité acharnée qui les oppose dans cette course à l'hégémonie conduira, un jour ou l'autre, à la guerre.

Cependant, un changement marquant dans leur rapport de forces s'est produit au cours des dernières années, qui exerce une profonde influence sur la situation mondiale: il y a maintenant déséquilibre entre les deux superpuissances en faveur du social-impérialisme et leurs positions respectives se sont inversées.

L'impérialisme américain a subi de lourdes défaites en Asie, en Afrique, en Europe du Sud. Sa position stratégique est en déclin. Il se trouve partout sur la défensive, en Afrique comme en Europe, tant dans les domaines politique, économique que militaire.

Pendant cette période, le social-impérialisme russe, au contraire, a considéra-

---

<sup>1</sup>Mot d'ordre de la manifestation organisée par le PCR(m-l) et *L'Humanité Rouge* en Juin 1977, lors de la venue de Brejnev en France.

<sup>2</sup>*L'Humanité Rouge*.

<sup>3</sup>Programme adopté au II<sup>e</sup> Congrès du PCR(m-l) en Juin 1976.

blement accru son expansion et ses forces agressives. Guidé par une ambition dévorante, il met tout en oeuvre pour s'assurer l'initiative stratégique et atteindre l'hégémonie mondiale. Le nouveau rapport de forces correspondant de moins en moins à l'actuel partage du monde, le social-impérialisme veut en exiger un nouveau. Son désir d'expansion en fait le plus dangereux foyer de guerre et, tôt ou tard, le conduira à la déclencher. Il est le principal ennemi des peuples du monde, du peuple français. C'est là l'élément fondamental marquant l'évolution de la situation au cours des cinq dernières années. C'est un fait d'une grande importance politique et stratégique. Il nous faut l'apprécier pleinement et en tirer toutes les conséquences.

L'Europe, à cause de son potentiel économique et humain, des liens étroits de toute nature qu'elle a tissés avec le reste du monde, est le point clé de leur rivalité. Qui s'en assurera la maîtrise s'assurera la domination mondiale. Le social-impérialisme a d'importants avantages pour parvenir à dominer l'Europe. Il est situé à proximité immédiate et contrôle de nombreux pays de l'Est européen. Il a atteint la supériorité dans le domaine militaire. L'objectif de ses manoeuvres en Afrique, en Méditerranée et au Moyen Orient est de contrôler les voies d'approvisionnement de l'Europe. Il a enfin, sur l'impérialisme américain, largement discrédité en Europe, l'indéniable avantage de disposer des partis pro-soviétiques, véritables cinquièmes colonnes qui, par leurs activités de subversion, nuisent aux démocraties européennes et les affaiblissent au profit des visées de l'URSS de Brejnev.

Le social-impérialisme représente donc un très grand danger pour les peuples du monde, et en particulier pour les peuples européens. Tout comme le fascisme allemand l'a été à l'époque de la Deuxième Guerre Mondiale, le social-impérialisme russe est leur ennemi principal. Cette considération d'ordre stratégique, fondamentale à l'heure actuelle, doit être le point de départ des communistes pour définir leur politique et orienter leur action.

Face au premier monde, les pays et

peuples du tiers monde sont la principale force historique à notre époque et constituent un mouvement puissant contre les visées hégémoniques du social-impérialisme. Ils unissent de plus en plus leurs efforts contre l'impérialisme et la politique d'hégémonie des deux superpuissances, s'opposent de plus en plus consciemment aux visées agressives et hégémoniques du social-impérialisme qui représente leur plus dangereux ennemi.

Entre le tiers monde et le premier monde, il y a les pays capitalistes développés, puissances moyennes constituant le second monde.

Pays impérialistes, ils ont tendance à entretenir des rapports de domination avec les pays du tiers monde. Pays du second monde, ils sont soumis au diktat, aux menées hégémonistes des superpuissances dont ils sont l'enjeu. Menacés par le social-impérialisme, leur tendance à s'unir entre eux, à se rapprocher des pays du tiers monde pour résister aux pressions des superpuissances, se renforce. D'autre part, l'unité des pays du tiers monde, résolu à lutter pour obtenir un nouvel ordre international, ainsi que les pressions des superpuissances, les contraignent à établir des relations sur un pied d'égalité avec les pays du tiers monde: le «dialogue» euro-arabe, l'Accord de Lomé, les rapports entre les pays d'Europe et d'Afrique en sont des exemples. Les pays du second monde prennent de plus en plus conscience des visées expansionnistes du social-impérialisme russe. Malgré certaines tendances à la conciliation — très dangereuses car elles ne font qu'encourager l'agresseur — ils commencent à s'unir et à prendre des mesures pour se défendre et faire face à l'agression.

Le second monde est une grande force économique, militaire et politique dans le monde actuel. Sa position par rapport aux superpuissances et surtout au social-impérialisme menaçant présente un grand intérêt pour les peuples du monde. La lutte du prolétariat pour entraîner ces pays sur la voie de la résistance à l'agression y prend une importance particulière.

Dans ce monde en plein bouleversement où tout indique l'approche d'une

grande tempête entraînant tous les peuples de la Terre, différentes forces se regroupent et s'unissent. Les peuples et pays en butte aux pressions et aux agressions du social-impérialisme doivent constituer un vaste front uni contre lui.

### Quelle est la situation en France?

Dans ce contexte international, où menaces d'agression et danger de guerre se précisent, quel est le rapport des forces en France? La classe ouvrière est-elle en mesure de faire la révolution, de s'emparer du pouvoir? Est-elle en mesure de s'opposer au danger de guerre en renversant la bourgeoisie? Est-elle organisée, dirigée, mobilisée pour mener à bien sa mission et s'opposer alors à l'agression du social-impérialisme?

Il s'agit là d'une question très importante pour définir notre politique.

Or, le simple bon sens permet de répondre non — d'ailleurs, c'est aussi la position des masses qui, spontanément, s'écartent des positions gauchistes. La classe ouvrière est désorganisée, divisée. Dépourvue du parti qui la représente politiquement, qui puisse l'organiser, la mobiliser, exprimer ses intérêts de classe, elle a peu d'influence sur la vie politique du pays. Par ailleurs, la classe ouvrière subit l'influence de la social-démocratie et du révisionnisme, traduisant, dans ce dernier cas, l'influence du social-impérialisme par l'intermédiaire de sa cinquième colonne, le parti de Marchais.

Les manifestations organisées par les organisations se réclamant du marxisme-léninisme, à l'occasion du 1.<sup>er</sup> Mai et de la venue de Brejnev, ne réunissaient respectivement que quelques milliers et quelques centaines de militants. Après dix ans d'efforts, l'audience pratiquement nulle du mouvement marxiste-léniniste dans la vie politique du pays exprime bien cette faiblesse de la classe ouvrière.

Dans ces conditions actuelles, nationales et internationales, quelle est la signifi-

cation de mots d'ordre tels que «*Révolution prolétarienne contre les deux superpuissances*»<sup>4</sup>?

Ceux qui, dans le mouvement marxiste-léniniste, avancent un tel mot d'ordre, considèrent que dans n'importe quelles conditions la révolution prolétarienne est réalisable et que, par elle, on peut toujours conjurer la guerre. Pourtant, à la veille de la Deuxième Guerre Mondiale, en France par exemple, alors qu'existait un parti communiste important ayant une réelle audience dans le pays et les masses, la politique de l'Internationale était de préconiser la constitution d'un front unique contre le fascisme et la guerre et non pas la politique trotskyste de révolution prolétarienne contre la bourgeoisie.

La politique consiste à analyser avec lucidité des rapports de forces et à mettre en oeuvre stratégie et tactiques appropriées et non à lancer, en dehors de toute réalité, des mots d'ordre irréalistes et romantiques. Le mot d'ordre de Mao Zedong «*La révolution conjure la guerre ou la guerre provoque la révolution*» doit être appliqué de façon concrète. Dans l'actuelle situation nationale et internationale, les mots d'ordre «*Révolution prolétarienne*»<sup>5</sup>, «*Révolution prolétarienne contre les deux superpuissances*», sont erronés, illusoire et sans effet pour conjurer la guerre. Ils conduisent le mouvement marxiste-léniniste à s'isoler, à se mettre en marge de la vie nationale, laissant le champ libre au social-impérialisme.

Ce n'est qu'en mettant dès maintenant en oeuvre une politique de défense de l'indépendance nationale et de la démocratie, que le prolétariat pourra sauvegarder ses intérêts fondamentaux, briser la volonté expansionniste du social-impérialisme russe, apporter une contribution internationaliste aux luttes des peuples du monde, et porter ainsi au système capitaliste un coup fatal.

A l'heure actuelle, en France, la contradiction principale se situe entre la nation

<sup>4</sup>L'Humanité Rouge.

<sup>5</sup>L'Humanité Rouge et le PCR (m-l).

française et le social-impérialisme. C'est en fonction des contradictions avec le social-impérialisme que se regroupent les forces, que s'organise la lutte, tant en France qu'à l'échelle internationale. C'est la résolution de ces contradictions qui décide pour une longue période de l'indépendance et de la liberté du peuple français, de la sauvegarde des intérêts fondamentaux du prolétariat.

Quels sont, dans la situation actuelle, les rapports entre la guerre et la révolution, entre la lutte pour l'indépendance nationale et la révolution socialiste?

L'indépendance nationale est la condition de la révolution prolétarienne. La défense de l'indépendance nationale correspond également à l'intérêt de la classe ouvrière qui préserve ainsi ses intérêts fondamentaux, ses intérêts de classe. Laisser cette lutte à la bourgeoisie nationale revient à lui en offrir l'hégémonie, à lui abandonner le sort de la classe ouvrière. En unissant sa lutte à celle des peuples du monde contre l'ennemi principal, la classe ouvrière prépare les conditions de l'effondrement du système impérialiste et la révolution prolétarienne. La guerre, en affaiblissant le système impérialiste dans son ensemble, provoquera la révolution. La classe ouvrière, en défendant l'indépendance de la nation, prépare les conditions de la révolution.

Pour certains, comme Jacques Jurquet, par exemple, la lutte pour l'indépendance nationale est «*indissolublement liée à la révolution prolétarienne*»<sup>6</sup>, comme si la lutte pour l'indépendance nationale n'était pas l'oeuvre de toute la nation, y compris la bourgeoisie nationale, dont justement l'objectif n'est pas la révolution prolétarienne. La lutte pour l'indépendance nationale n'est pas la révolution prolétarienne. Son but, les tâches qu'elle implique sont foncièrement différents. Cependant, elle en prépare les conditions.

Pour d'autres, la résistance au social-impérialisme n'est envisageable qu'en cas d'invasion du territoire: «*En cas d'inva-*

*sion de la France par l'impérialisme ou le social-impérialisme, le PCR(m-l) devra mobiliser toutes les forces patriotiques sous direction de la classe ouvrière dans la lutte de libération nationale contre l'envahisseur. Dans un deuxième temps, il poursuivra la lutte pour la révolution socialiste*»<sup>7</sup>. Comment peut-on imaginer que ce ne soit qu'une fois l'envahisseur dans le pays qu'on engagera la lutte contre lui? Que seulement une fois sous la botte sociale-impérialiste il faudra mobiliser, organiser, entraîner les forces nationales? Outre le manque de conscience qu'une telle position révèle, cela revient à désarmer la classe ouvrière devant l'agresseur et à laisser le champ libre au social-impérialisme.

Si la lutte de classes était toujours rectiligne, étant donné que nous sommes à l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire à la veille de la révolution prolétarienne, la contradiction principale serait celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Mais la lutte de classes est pleine de détours et ignore la ligne droite. Aujourd'hui, un obstacle se dresse sur la route de la révolution socialiste. La liberté et l'indépendance de la France doivent être préservées, ce qui signifie qu'il faut vaincre la menace sociale-impérialiste. La contradiction entre prolétariat et bourgeoisie laisse la place à une autre: à l'heure actuelle, la contradiction principale est celle qui oppose la nation et le social-impérialisme.

Dans la situation actuelle et face au développement de la crise économique, certains veulent dépasser le révisionnisme «sur sa gauche», se montrer «plus durs» que lui.

Le mouvement marxiste-léniniste suit, pour l'essentiel, cette politique. Cela se traduit par un soutien aux grèves politiques des révisionnistes; des mots d'ordre «révolutionnaires», «durs»; un soutien à des mesures sociales-fascistes du «PCF» (comme, par exemple, à la politique de celui-ci lors de la grève du *Parisien Libéré*).

<sup>6</sup>L'Humanité Rouge.

<sup>7</sup>Programme adopté au 11<sup>e</sup> Congrès du PCR(m-l) en Juin 1976.

Les révisionnistes utilisent cette politique dans leur lutte contre la bourgeoisie nationale, et tirent des avantages politiques de cette agitation. Ils se présentent ainsi comme seuls capables de résoudre la contradiction. Les masses ne s'y trompent pas: elles assimilent de plus en plus les gauchistes et le parti de Marchais.

Cette activité gauchiste s'intègre parfaitement dans le plan d'ensemble mis en oeuvre par les partis pro-soviétiques pour semer l'instabilité au sein des régimes démocratiques bourgeois. Les gauchistes font ce que le parti de Marchais ne peut faire lui-même. Tout comme les partis fascistes avant la Deuxième Guerre Mondiale, les partis sociaux-fascistes imposent aux masses par la violence de leurs attaques contre le gouvernement bourgeois, par leurs attitudes intransigeantes à l'égard des partis de la bourgeoisie libérale. L'action du commando social-fasciste voulant imposer la lecture d'un communiqué à la télévision en Juillet 1977 correspond bien à cette politique. Vouloir dépasser les révisionnistes sur leur «gauche», avancer des mots d'ordre plus «durs» qu'eux, soutenir leurs grèves politiques en les «durcissant», revient à faire ce qu'ils ne peuvent faire eux-mêmes, à leur servir d'éclaireur et de force d'appoint.

Certains dans le mouvement marxiste-léniniste affirment que la crise rend possible l'application de cette politique. Ainsi le PCR(m-l) affirme: «*La société française est rentrée dans une crise où s'impose l'exigence d'une alternative socialiste*» (...) «*la question du pouvoir est posée dans les masses, l'issue de la crise ne peut être que révolutionnaire*»<sup>8</sup>. Cette conception est totalement erronée. Si elle aggrave les conditions de vie des masses, la crise ne favorise pas actuellement le développement de leurs luttes car la classe ouvrière est désorganisée. Au contraire, elle encourage les activités de subversion, de démagogie, d'infiltration des sociaux-fascistes.

Elle favorise leur assaut au pouvoir comme l'ont prouvé les événements d'Italie et du Portugal.

Et les mêmes poursuivent: «*Une des conditions pour déclencher victorieusement l'insurrection est que les larges masses aient fait l'expérience de la nature bourgeoise du PCF et de ses propositions. Cette expérience peut revêtir la forme de la participation au gouvernement du PC*»!<sup>9</sup> Toutes ses conceptions «de gauche» par rapport aux forces du social-impérialisme, conduisent ainsi les gauchistes dans le mouvement marxiste-léniniste à se faire les rabatteurs du «PCF», sous prétexte, bien sûr, de combattre des illusions sur l'insurrection... Tels sont les conséquences effectives de réponses erronées à la question fondamentale à l'heure actuelle: quel est l'ennemi principal des peuples du monde, du peuple français?

*L'Humanité Rouge* et le PCR(m-l) affirment que le social-impérialisme est l'ennemi le plus dangereux des peuples du monde, que Brejnev est le nouvel Hitler, mais ils n'en tirent aucune conséquence.

*L'Humanité Rouge* affirme bien haut son soutien à la théorie des trois mondes de Mao Zedong, et en fait même son cheval de bataille face à ses détracteurs albanais, mais elle n'en tire aucune leçon quant à la politique à mener en France.

Ainsi «*Notre cible est représentée par le premier monde*», écrit le directeur politique de *L'Humanité Rouge* mais, dans le même article, il souligne: «*Les partis du prolétariat doivent comprendre dans leur cible centrale le capital monopoleur*»<sup>10</sup> Quelle différence avec les thèses avancées par les ennemis de la théorie des trois mondes qui entendent combattre tous les ennemis à la fois? *L'Humanité Rouge* ne fait-elle pas de la théorie des trois mondes une «ligne internationale» sans aucun rapport avec la ligne qu'ils appliquent en France?

Brejnev est le nouvel Hitler et nous devons donc en tirant les conséquences, définir une politique appropriée à la

<sup>8</sup>Programme adopté au II<sup>e</sup> Congrès du PCR(m-l) en Juin 1976.

<sup>9</sup>*Idem.*

<sup>10</sup>Article de J. Jurquet, paru dans le n.° 609 de *L'Humanité Rouge*.

nouvelle situation. Il faut nous appuyer sur la politique de l'Internationale d'avant la Deuxième Guerre Mondiale.

Dés 1934, l'Internationale définissait la politique du prolétariat vis-à-vis du fascisme et du danger de guerre: le Front Unique de la classe ouvrière contre le fascisme. «*La défense des intérêts économiques et politiques immédiats de la classe ouvrière, la défense de cette classe contre le fascisme doit être le point de départ et constituer le contenu essentiel du Front Unique dans tous les pays*»<sup>11</sup>, précisait l'Internationale qui préconisait, d'autre part, la «*défense pied à pied des libertés démocratiques bourgeoises auxquelles attendent le fascisme et la réaction bourgeoise, parce que cette attitude est dictée par les intérêts de la lutte de classe du*

*prolétariat*»<sup>12</sup>.

Or, *L'Humanité Rouge* falsifie l'histoire et masque cette politique en soutenant que ce n'est qu'en 1941, après l'invasion de l'URSS par Hitler, que la contradiction entre la nation et le fascisme est devenue principale. C'est en fait refuser la juste ligne politique définie par l'Internationale à cette époque et refuser actuellement de lutter contre l'ennemi principal.

Considérer Brejnev comme le nouvel Hitler signifie combattre toute sous-estimation du danger qu'il représente, tout mettre en oeuvre pour l'isoler, briser ses plans hégémonistes, appliquer fermement une politique de défense de l'indépendance nationale et de la démocratie, réaliser un large front uni mondial contre le social-impérialisme.

---

<sup>11</sup>G. Dimitrov, *Oeuvres choisies*.

<sup>12</sup>*Ibidem*.

# Les principaux partis de la vie politique française et la conjoncture mondiale actuelle

Qui sont les ennemis, qui sont les alliés du prolétariat de France dans la conjoncture politique actuelle, nationale et internationale? Analyser les positions des principaux partis politiques de France sur une série d'importantes questions de politique française et internationale aide à répondre à cette question. Tel est l'objet de cet article.

S'opposant à la conception de l'évolution du monde à la Brejnev: crise de l'impérialisme et victoire du camp socialiste — lire: social-impérialiste —, le Président Mao a exprimé, dans la thèse des trois mondes, la synthèse de la situation mondiale actuelle.

Les deux superpuissances, l'Union Soviétique et les Etats-Unis, sont les plus grands exploiters et oppresseurs internationaux de l'époque actuelle: elles constituent le premier monde. Les pays du tiers monde constituent la force principale dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme. Les pays du second monde, tels les pays d'Europe et le Japon, ont un double caractère: ils exploitent le tiers monde mais sont aussi en butte aux menées hégémonistes et agressives des superpuissances, en particulier de l'Union Soviétique. Ce sont des forces intermédiaires susceptibles d'être ralliées et unies.

Mao Zedong a indiqué: « *Les Etats-Unis ont des intérêts à protéger dans le monde tandis que l'Union Soviétique s'attache à pratiquer l'expansion. Cela ne saurait changer: à l'époque où existent les classes, la guerre est un phénomène de l'entre-deux paix. La guerre est la continuation de la politique, c'est-à-dire la continuation de la paix, et la paix c'est la politique* »<sup>1</sup>. L'Union Soviétique et les Etats-Unis sont les foyers d'une nouvelle guerre mondiale. L'Union Soviétique, superpuissance à l'offensive, en est le plus dangereux foyer. Derrière de belles paroles sur la détente, c'est l'expansion qu'elle pratique partout dans le monde. Un de ses objectifs stratégiques est d'encercler l'Europe et de s'en emparer. L'Europe est donc directement visée par les ambitions des nouveaux tsars du Kremlin, et la France fait partie de l'Europe.

Quelle est l'attitude des différentes forces politiques en France vis-à-vis de l'expansionnisme de l'URSS? Affaiblissent-elles ou renforcent-elles le front uni mondial contre les superpuissances, et notamment le social-impérialisme? Quelles sont les positions des principaux partis politiques de France sur des problèmes essentiels tels que détente et défense nationale, l'unité européenne, le tiers monde?

<sup>1</sup>Cité par Hua Guofeng dans le Rapport présenté au XI<sup>e</sup> Congrès du PCC, et publié dans le n.° 35 de 1977 de *Pékin Information*.



### La position du parti de Marchais

Le parti révisionniste mène depuis un certain temps une campagne d'envergure pour faire croire qu'il est un parti indépendant de Moscou, que l'eurocommunisme s'oppose au régime social-fasciste de l'URSS. Le parti de Marchais cherche à donner de lui une image de défenseur de l'indépendance nationale, face à la menace de guerre de plus en plus clairement perçue par le peuple français. Ainsi, les récentes prises de position du XXII<sup>e</sup> Congrès du «PCF» sur la défense — en particulier l'armement nucléaire — et l'Europe constituent un revirement qui, s'il n'est qu'apparent, sert à jeter de la poudre aux yeux d'un certain nombre de militants sincères. Pour eux, comme pour beaucoup d'ouvriers encore largement influencés par le parti révisionniste, celui-ci serait effectivement disposé à défendre l'indépendance nationale, à lutter contre la menace de guerre, d'où qu'elle vienne. Ces illusions s'ajoutent à toutes les autres concernant l'image de «défenseur des intérêts des travailleurs contre la crise», et le résultat en est que de nombreux travailleurs sont encore prêts à défendre le parti de Marchais, la politique de l'Union de la Gauche pour «faire tomber le gouvernement de droite», pensant que, malgré toutes les déceptions, toutes les trahisons, c'est cette politique qui défend encore le mieux leurs intérêts. Pourtant, la vérité est diamétralement à l'opposé.

Les «nouvelles» positions du parti de Marchais sur les problèmes de défense sont exprimées dans le *Rapport Kanapa* du 18 Mai 1977.

S'appuyant sur le réflexe de haine contre le nazisme allemand né de la Deuxième Guerre Mondiale, Kanapa brouille les cartes dès le début désignant «l'impérialisme

*revanchard allemand*»<sup>2</sup> comme danger principal, et accusant Giscard d'Estaing de saboter l'indépendance nationale en choisissant de pratiquer «une alliance préférentielle et inégale avec l'Allemagne de l'Ouest, géant économique, financier et même militaire»<sup>3</sup>. On voit bien quel est le jeu de Kanapa: faisant de la démagogie à propos de la Deuxième Guerre Mondiale, il veut faire oublier que Brejnev est le nouvel Hitler. Or, c'est précisément un des mérites de Giscard d'être un des promoteurs de l'unité européenne, d'être favorable à l'unité de la France avec les autres états européens, en particulier avec la République Fédérale d'Allemagne. C'est un autre des mérites de Giscard d'Estaing d'avoir compris que la doctrine de De Gaulle de la dissuasion, de la stratégie de défense «tous azimuts» correspondait à une autre situation que celle que nous vivons actuellement, et de l'avoir fait progresser en «bataille de l'avant» et stratégie de l'emploi.

Ces aspects positifs de la politique giscardienne ne sont évidemment pas du goût de Brejnev, ni de son laquais, Kanapa, qui écrit:

*«La politique de Giscard d'Estaing, qui consiste à faire de la France le marchepied de l'Allemagne de l'Ouest est une politique criminelle, une politique qu'aucun français soucieux des intérêts de la nation ne peut ni ne doit accepter (...) C'est une politique de démission nationale»*<sup>4</sup>. Et encore: *«Il va également de soi que toute forme de 'détente européenne commune' doit être exclue»*<sup>5</sup>. Qu'est-ce donc, alors, que la «véritable indépendance» que clame le parti de Marchais, si ce n'est la soumission pure et simple au social-impérialisme russe, à Brejnev, le nouvel Hitler, quel que soit le masque derrière lequel elle se cache?

Actuellement le parti révisionniste dit

<sup>2</sup> *Rapport Kanapa.*

<sup>3</sup> *Idem.*

<sup>4</sup> *Idem.*

<sup>5</sup> *Idem.*

être partisan du « maintien de l'arme nucléaire dans l'état actuel de la défense nationale ». Quelle est la signification effective de cette récente prise de position ? C'est un retour à la stratégie « tous azimuts », prônée par De Gaulle à l'époque où les deux superpuissances collaboraient tout en se disputant pour partager le monde. A l'heure où un déséquilibre manifeste de plus en plus évident existe entre les deux superpuissances en faveur de l'URSS, la stratégie « tous azimuts », visant dans la même mesure les deux superpuissances, doit laisser la place à une stratégie de défense dirigée contre l'URSS sociale-impérialiste. La politique de défense nationale préconisée par le parti révisionniste est, derrière des déclarations tonitruantes, une politique de sabotage de la défense nationale.

Le parti de Marchais aime à se présenter en ardent défenseur de l'indépendance nationale ; et pour cela comme « indépendant » par rapport à Moscou. Mais les déclarations de ses chefs parlent d'elles-mêmes :

*« La fermeté avec laquelle nous défendons la cause de notre classe ouvrière et de notre peuple, notre indépendance de jugement et d'action ne nous détournent, elles ne nous détournent jamais de nos devoirs internationalistes » (...) « Des relations étroites de fraternité et de solidarité unissent le PCF et le PCUS. Forgées dans l'épreuve, elles reposent sur les deux principes indissociables de l'internationalisme prolétarien et de l'indépendance. Nous entendons les consolider sans cesse, conscients de bien servir par là l'intérêt de nos deux peuples, l'intérêt de la paix et du socialisme. (...) Nous ferons tout, quant à nous, pour créer les conditions qui permettent à notre pays de s'engager à son tour, quand il le décidera, sur la voie de la liberté, sur la voie du socialisme. »<sup>6</sup>*

Ces traîtres au marxisme-léninisme, en adoptant les thèses de Krouchtchev, en 1960, sont passés dans le camp de la contre-révolution. La thèse des « trois pacifiques » les a conduits à une collaboration

éhontée avec l'impérialisme américain et à de multiples trahisons à la classe ouvrière de France, allant jusqu'à la trahison ouverte en Mai 1968. Nous ne doutons pas un seul instant qu'ils « feront tout » pour que la France « s'engage (...) sur la voie de la liberté, sur la voie du socialisme »... à la Brejnev, c'est-à-dire pour y implanter un régime social-fasciste à la solde des nouveaux tsars du Kremlin. En cas d'agression sociale-impérialiste en France, il ne fait aucun doute que le parti de Marchais ferait effectivement passer ses « devoirs internationalistes » avant tout : il vendrait purement et simplement la France aux nouveaux tsars du Kremlin. Marchais, c'est déjà le nouveau Pétain !

C'est cela la réalité profonde, ces « relations étroites de fraternité et de solidarité » du parti de Marchais et de l'URSS aux mains du nouveau nazisme. La prétendue indépendance dont Marchais aime faire étalage n'est qu'un mythe, une tactique qu'il utilise pour mieux servir son maître, Brejnev, le nouvel Hitler.

---

### La position des sociaux-démocrates du PS

*« La France et l'Europe ont tout à gagner à la détente. La déclaration d'Helsinki constitue à cet égard une base importante pour l'accentuation de nos efforts »<sup>7</sup>.*

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette déclaration du PS n'est guère en rapport avec la réalité de ce qu'ont vécu les peuples d'Europe à l'heure d'Helsinki. Le Portugal, par exemple, alors même que l'encre de la déclaration d'Helsinki n'était pas encore sèche, a vécu ce que les soviétiques aiment à appeler « détente » : ils ont inondé le pays d'agents du KGB et lancé une offensive pendant l'Eté 1975, qui culmina avec la tentative avortée de coup d'Etat du 25 Novembre 1975. Puis l'Angola a été envahie par des milliers de mercenaires russes et cubains et a été transformée en une néo-colonie russe. Au Soudan,

---

<sup>6</sup>Rapport Kanapa

<sup>7</sup>Motion majoritaire au Congrès de Nantes du Parti Socialiste en 1977.

le social-impérialisme a tenté coup de force après coup de force, puis au Printemps 1977, il s'est lancé à l'assaut du Zaïre. Au cours des deux ans écoulés depuis la Conférence d'Helsinki, la stratégie mise en oeuvre par le social-impérialisme pour contrôler les voies d'approvisionnement en combustible de l'Europe afin de l'asphyxier, le moment venu, est devenue de plus en plus évidente. Et le PS écrit : « *La France et l'Europe ont tout à gagner à la détente* » !

C'est totalement faux : au contraire, la France et l'Europe ont tout à perdre à la « détente ». N'est-ce pas clair que c'est l'Europe que convoitent les nouveaux Hitlers ! Ne voit-on pas que les cantilènes d'Helsinki sur la « détente » ne servent qu'à endormir les peuples pour mieux les subjuguier ! L'attitude de passivité, d'apaisement, d'abandon, de lâcheté, excite l'appétit de Brejnev, comme l'esprit de Munich excitait l'appétit d'Hitler à la veille de la Deuxième Guerre Mondiale. Aller dans le sens de la politique de « détente » c'est inévitablement la voie qui mène à la guerre.

Pourquoi le PS, un parti de la bourgeoisie, personne n'en doute, qui se veut défenseur de la France, prend-il cette position antinationale ?

Le PS — et avant lui la SFIO — est un parti bourgeois, qui n'a rien à voir avec la révolution socialiste. Ce sont de vieux partis, anticommunistes de longue date et ennemis de la classe ouvrière et des peuples. Ils ont misé sur le révisionnisme apparu en URSS à la mort de Staline pour accélérer l'évolution du « PC » vers la social-démocratie et ils ont pensé que l'URSS, Etat de capitalisme restauré, évoluerait vers un régime libéral. Le PS pense encore pouvoir amener le parti de Marchais et la Russie de Brejnev sur les positions de la bourgeoisie libérale, au moyen des campagnes sur les droits de l'homme, par exemple, alors qu'en fait c'est lui que le « PCF » et les dirigeants du Kremlin manoeuvrent pour servir leurs ambitions hégémonistes. Le PS

a pris l'apparence sociale-démocrate du révisionnisme moderne pour argent comptant, sans voir sa *nature profonde* sociale-impérialiste et sociale-fasciste. Analyser la situation uniquement en tenant compte du rapport de forces existant en France, entre le parti de Marchais et celui de Mitterrand, rapport actuellement favorable au PS, c'est ne pas tenir compte du poids du nouvel impérialisme, actuellement en pleine expansion.

La « détente » n'est qu'un écran de fumée destiné à masquer les liens réels existant entre l'URSS et ses cinquièmes colonnes, les partis révisionnistes. Et les illusions du PS sur la nature sociale-démocrate du parti de Marchais et les possibilités de libéralisation en URSS servent à merveille les ambitions hégémonistes du Kremlin, en créant une image de marque « démocratique » et de « force de gauche » du parti révisionniste, et en servant de caution à la « détente » *made in URSS*. Brejnev intoxique ainsi une large partie de l'opinion publique française influencée par le PS, dont il est parvenu à faire le cheval de Troie de la pénétration soviétique en France et le représentant par excellence de la tendance munichoise dans notre pays.

Charles Hernu, répondant à ceux qui reprochent au PS de préparer des « Fronts Populaires » s'étonne de tels propos qui rappellent, dit-il, « *d'avantage l'atmosphère des années 1950 de la guerre froide que les espoirs de la détente* »<sup>8</sup>. Et il ajoute, manifestant clairement les complexes de droite qui caractérisent le PS : « *Le coup de Prague a existé, hélas, en Août 1968. Mais voudrait-on qu'il existât des coups américains de Madrid, de Rome, voire de Paris* »<sup>9</sup>.

C'est le même idéalisme qui fait dire au PS au Congrès de Nantes que « *les éléments essentiels pour assurer une sécurité plus réelle et plus grande* » sont « *la réduction des dépenses nationales de défense, le renforcement de la force des Nations Unies, la démocratisation du Conseil de*

<sup>8</sup>Nouvelle revue socialiste, n.° 20.

<sup>9</sup>Idem.

*Sécurité et l'établissement d'une agence mondiale de désarmement*». Dans le contexte international actuel, c'est purement et simplement de la capitulation. C'est ce même esprit de capitulation qui conduisit le PS à signer en 1972 le Programme Commun qui renonçait à la force nucléaire; en 1976 à soutenir les campagnes antimilitaristes du CERES après l'offensive pro-sociale-impérialiste dans l'armée au Portugal; en 1977 à proposer que le maintien ou l'abandon de la force de frappe soit décidé par referendum. Le nouvel Hitler doit, sans nul doute, se frotter les mains devant un tel «ennemi» qui s'empresse de s'enfouir la tête dans le sable au premier signe de la tempête. Par ailleurs, en cas de crise internationale, cette politique aboutit logiquement à se réfugier sous le parapluie nucléaire américain, en abandonnant ainsi toute indépendance.

### La position de Giscard et Chirac

La visite de Brejnev en France, sa réception spéciale, ont montré que les efforts du nouvel Hitler pour endormir la vigilance et méfiance étaient payants.

Vis-à-vis des ambitions hégémonistes du social-impérialisme russe, la politique de Giscard d'Estaing a un double aspect: positif, celui de la fermeté, négatif, celui de l'apaisement.

D'une part, Giscard, lors de la visite de Brejnev, a eu avec celui-ci «une passe d'armes serrée sur la politique de défense de la France et sa contribution à l'Alliance Atlantique»: il a maintenu la participation éventuelle de la France aux côtés de ses alliés de l'Alliance Atlantique au cas où un conflit éclaterait en France; il a refusé de tomber dans le piège du désarmement par lequel Brejnev veut affaiblir la défense de l'Europe; il a mis des conditions à la détente prônée par Brejnev — modération de la détente idéologique, respect des droits de l'homme, non ingérence dans les affaires intérieures des états, élargissement de la détente à

toutes les régions du monde. Sur le plan des mesures concrètes: il a soutenu le Zaïre agressé par les mercenaires à la solde de l'Union Soviétique. Il a augmenté les dépenses militaires plus que celles de tout autre ministère. Il a étendu la dissuasion, au-delà du seul Hexagone, à ses approches et aux intérêts extérieurs vitaux.

D'autre part, les documents signés par Giscard sont autant de cautions aux préparatifs de guerre soviétiques. En voici quelques extraits significatifs: «L'intérêt supérieur de l'humanité exige de façon impérieuse que les états et les peuples renoncent aux politiques fondées sur la méfiance, la rivalité, la tension. (...) Les états doivent renoncer à utiliser la force, la menace, l'accumulation des armements comme moyens d'influence la politique des autres états». C'est exactement le contraire que pratiquent quotidiennement les russes et c'est eux qui ont l'initiative de telles formules! Apposer sa signature au bas de ces mensonges, n'est-ce pas les cautionner?

«La seule alternative de la détente c'est l'affrontement et la destruction de nos peuples. La détente aujourd'hui est le seul chemin ouvert en direction de la paix», a déclaré Giscard d'Estaing à Orly, le 20 Juin 1977. On voit comment l'énorme chantage à la paix pratiqué par le social-impérialisme russe, s'appuyant sur cette juste aspiration des peuples, porte ses fruits.

C'est un raisonnement du même ordre qui conduit Giscard à affirmer que Carter «met en question le processus de la détente»<sup>10</sup> en introduisant en politique étrangère une nouvelle dimension idéologique et s'ingère dans les affaires intérieures de l'URSS, alors que Brejnev applique bien «un code de bonne conduite de la détente»<sup>11</sup>.

Lorsque Giscard déclare: «A mon avis, les objectifs de la détente de Moscou sont: d'abord un ralentissement, puis une réduction de la course aux armements nucléaires», il est à l'opposé de ce que démon-

trant quotidiennement les faits: la course infernale aux armements à laquelle se livrent les deux superpuissances, en particulier le social-impérialisme russe. La détente, le désarmement sont des miroirs aux alouettes par lesquels Brejnev espère attirer les pays occidentaux pour atteindre ses objectifs. Refusant de voir la réalité, Giscard nie que les crédits octroyés par les pays occidentaux à ceux du bloc social-impérialiste servent à alimenter l'effort de guerre soviétique. Giscard refuse également de voir que les soviétiques cherchent activement à atteindre la suprématie militaire leur permettant de se livrer au chantage, à la menace, d'imposer leur diktat.

### L'UNITE DE L'EUROPE

#### La position du parti de Marchais

«L'affaire du Parlement européen» (c'est le titre d'un article des *Cahiers du communisme*, revue du parti de Marchais) a soulevé divers remous en France, pour être finalement adopté par l'Assemblée Nationale. Quels intérêts sont en jeu dans cette question? Quelles sont les raisons profondes de ces remous?

La CEE, formée par les principaux pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest, est le résultat du développement économique et politique inégal de ces pays capitalistes. Ces pays ressentent le besoin urgent de s'unir afin de sauvegarder leur souveraineté, leur indépendance et leur sécurité, alors que s'accroît la dispute des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale, alors que le social-impérialisme russe fait peser sur l'Europe une menace de plus en plus précise. Dès lors, l'unité de l'Europe, son renforcement économique, politique, militaire constituent un important obstacle aux ambitions hégémonistes des superpuissances, en particulier aux menaces d'agression du social-impérialisme russe. Les Etats-Unis ont voulu s'assurer le contrôle de l'Europe, alors que les pays de la CEE essayaient par tous les moyens de se libérer de ce contrôle. Quant aux sociaux-impérialistes russes, et à leurs projets d'expansion, la CEE leur reste

On voit à quel point la «détente», soporifique utilisé massivement par Brejnev pour camoufler ses préparatifs de guerre, pénètre les esprits, aveugle les consciences quant aux menaces actuelles, désarme et affaiblit.

Comme le souligne le Comité sur le danger actuel, aux Etats-Unis: «Ignorer les intentions déclarées de l'URSS et les capacités qu'elle a déjà démontrées, avec la fausse conviction que nous sommes capables de nous défendre et que nous avons toujours le temps de nous renforcer, serait faire preuve d'une vue courte qui entraînerait des conséquences fatales.»

comme une arête dans le gosier. Ils cherchent par tous les moyens à briser l'Europe, à la diviser en exploitant les contradictions existant naturellement entre les divers états, afin de mieux les avaler un à un.

Dans ce contexte, quelle est la position du parti de Marchais sur le problème de l'unité européenne?

Gérard Streiff, le plumitif de service de Marchais sur les affaires européennes, écrit: «Pourquoi cette décision aujourd'hui? (...) il s'agit de dresser un nouveau parefeu, de rechercher une garantie supplémentaire face aux aspirations populaires au changement (...) de préserver la domination de classe du grand capital. Ce qui est en question à propos de l'élection c'est le risque de voir les institutions parlementaires françaises perdre leurs pouvoirs au profit d'un organisme où le grand capital est très solide. C'est la volonté délibérée de mettre en cause la souveraineté nationale en cherchant l'appui de l'étranger (c'est) la liquidation de l'identité nationale».

Oui, monsieur Streiff, il s'agit effectivement de «dresser un nouveau parefeu» contre les flammes de la guerre sociale-impérialiste que prépare Brejnev, le nouvel Hitler, un nouveau parefeu contre l'expansionnisme soviétique, contre la montée du social-fascisme en Europe, que vous bap-

<sup>10</sup>Interview de Giscard d'Estaing à *Newsweek*.

<sup>11</sup>*Idem*.

tisez « changement » ou même « changement démocratique ».

On voit comment, là encore, le parti révisionniste brouille les cartes en inversant les rôles: le danger ne vient pas de l'indispensable et impératif renforcement de l'Europe, qui aurait soi-disant pour conséquence la « liquidation de l'identité nationale », mais précisément de l'expansionnisme russe visant les états européens dans leur souveraineté, leur indépendance, leur sécurité. Renforcer l'Europe, ce n'est pas « mettre en cause la souveraineté nationale en cherchant l'appui de l'étranger ». Accuser ceux qui veulent le renforcement de l'Europe de vouloir « préserver la domination de classe du grand capital » c'est chercher à faire oublier que le régime prôné par les partis pro-soviétiques représenterait la domination du grand capital bureaucratique, à l'image de celui qui est maintenant en vigueur en URSS. Mais les révisionnistes vont plus loin. Ils accusent ceux qui veulent le renforcement de l'Europe de subordonner la « politique européenne aux exigences globales de l'impérialisme », de vouloir infléchir « la politique française dans le sens d'une plus grande prise en compte des préoccupations américaines », en un mot, de vouloir rentrer dans le giron américain, revenir à l'atlantisme.

Une autre tactique fréquemment employée par le parti de Marchais, c'est celle de semer la division, la méfiance, la discorde, entre les pays de l'Europe de l'Ouest. C'est ainsi que les révisionnistes ont mis en branle toute leur machine de propagande au moment du débat sur l'élection du Parlement européen pour faire pénétrer dans la conscience des masses l'idée que « les élections européennes ouvriraient la porte, après la domination économique et financière, à la domination politique de la RFA en Europe ». Pour s'assurer l'hégémonie en Europe, le social-impérialisme cherche à diviser entre eux les pays européens. Chacun sait que ce n'est pas la RFA qui menace de dominer l'Europe, et que sa force, jointe à celle des autres états européens, est indispensable pour faire face à l'expansionnisme des nouveaux tsars du Kremlin.

### La position des sociaux-démocrates du PS

L'acceptation par le PS du projet sur l'élection du Parlement européen est positive. Mais à condition que l'Europe qu'envisage le PS ne soit pas celle de la conciliation, du compromis avec les forces sociales-fascistes. Entraîner l'Europe toute entière sur des positions munichoises, voilà ce qui représenterait un réel danger.

Le CERES, quant à lui, pour ne pas être exclu du PS, accepte apparemment l'idée de l'unité européenne, tout en emboîtant le pas, en fait, à Marchais. Il déclare: « L'Europe est une pièce du système mondial du capitalisme dont le pôle est l'impérialisme américain, et la République Fédérale Allemande de plus en plus souvent le relais en Europe ». S'il accepte l'Europe, c'est pour « retourner l'arme contre l'adversaire de classe, mais il faut pour ce faire être en mesure de saisir la manche. C'est en démocratisant l'Europe que l'on pourra vraiment démocratiser ses institutions, beaucoup plus que l'inverse ».

### La position de Giscard et de Chirac

A l'initiative du Président de la République, malgré l'opposition du RPR de Chirac et contre les pressions et les souhaits du Kremlin, l'Assemblée Nationale a approuvé l'élection au suffrage universel du Parlement européen.

Par cette position, le RPR a manifesté une conception politique à courte vue dont les révisionnistes soviétiques se sont évidemment aussitôt emparés, parlant de « l'infléchissement de la politique française dans un sens pro-américain » et disant que « cela ouvre la porte à la domination de l'Europe par la RFA ».

Voici en quels termes Debré condamne le projet: « C'est renoncer à notre identité nationale au profit d'un ensemble menacé par deux tendances profondes: la domination de l'Allemagne et l'obéissance aux directives américaines ». Et Réthoré, député RPR, dénonce: « le complot des revanchards allemands qui n'ont d'autre dessein que de provoquer une nouvelle

guerre contre l'URSS ». Brejnev doit jubiler devant de telles déclarations!

Mais quelles raisons poussent ainsi certains milieux de la bourgeoisie nationale à faire d'aussi lourdes concessions au point de vue brejevien? Comment les dirigeants du RPR peuvent-ils ne pas s'apercevoir que la situation a changé depuis la mort de De Gaulle?

Le député UDR Bouchacourt nous livre une explication: « Dans le pays, une nette majorité est décidée à voter contre Giscard. Pour autant, aucune majorité n'existe réellement en faveur du programme collectiviste. Dès lors, tout dépendra de l'existence d'une force gaulliste opposée à la fois au collectivisme et au giscardisme. Cette force pourrait être le RPR à la condition que ses députés écartent le

projet gouvernemental giscardien. Sinon le RPR, cessant d'être gaulliste, cessera du même coup de compter dans la vie politique française. »

Cet esprit de boutique, de cuisine électorale, est lourd de conséquences. Il va dans le sens de la division de l'Europe, qui la met à la merci des nouveaux tsars du Kremlin. Et ces arrière-pensées électoralistes ne sont pas absentes du refus de Chirac vis-à-vis de l'adhésion à la CEE de nouveaux membres: Espagne, Grèce, Portugal. Mais ces pays, au régime politique relativement instable, sauront-ils résister dans une situation de crise au mirage « socialiste » (lire: révisionniste)? Et finalement l'Europe et la France n'en seraient-elles pas affaiblies, plus facilement soumises au diktat soviétique?

## LE TIERS MONDE

La lutte exemplaire du peuple zairois contre l'agression sociale-impérialiste a éclairé d'un jour neuf les positions des différents partis politiques en France et a contribué à déterminer le camp où ils se situent.

Le peuple zairois a remporté une grande victoire contre l'invasion de son pays par des mercenaires à la solde de l'URSS. La signification de cette victoire s'étend bien au-delà du Zaïre et exerce une grande influence dans le monde: la solidarité active de nombreux pays africains et arabes a permis au peuple zairois de remporter la victoire. Le bulletin *Les Cahiers de la Chine Nouvelle* a signalé: « Elle a ouvert une nouvelle voie: la continuation de la résistance africaine à l'agression et à l'expansion soviétiques. Les aventures répétées de l'Union Soviétique en Afrique constituent aussi une menace de plus en plus grave pour l'Europe de l'Ouest. Le soutien accordé par la France et d'autres pays d'Europe Occidentale au Zaïre, qui a mérité l'hommage de l'opinion publique africaine, a montré une bonne tendance des pays du tiers monde et du second monde qui s'unissent dans la lutte contre l'hégémonie. Cette tendance s'avère utile pour déjouer le complot

expansionniste soviétique. »

Quelles ont donc été les réactions des différents partis en France?

Giscard d'Estaing, soutenu par Chirac, a répondu du tac au tac à l'intervention des mercenaires à la solde de Moscou. Soutenant la résistance du Zaïre il a fourni des avions pour aider au transport des équipements militaires et des troupes marocaines. En vue d'enrayer l'expansionnisme soviétique qui vise l'Europe et la France en particulier, il a développé ses relations avec divers pays africains ainsi que renforcé son aide économique.

Le Président zairois Mobutu a déclaré: « Responsable d'un pays souverain, je peux donc en toute liberté et en toute indépendance faire appel à n'importe quel pays, lorsque le Zaïre est menacé. Il n'y a donc pas ingérence lorsque ces pays répondent positivement à la demande zairoise. »

Or, selon la logique de Brejnev et Marchais, les soviétiques ont le droit d'envoyer des mercenaires agresser des pays souverains alors que ces mêmes pays n'ont pas le droit de se défendre, de demander une aide pour faire face à l'agression. Quelle est donc cette logique sinon celle des gangsters impérialistes, pire encore car

s'y ajoute la démagogie «anti-impérialiste». Et ainsi, les nouveaux *harkis* utilisés par l'URSS sont devenus, pour les révisionnistes, des «*insurgés zairois recueillant un accueil chaleureux de la population*»!!

Le soutien de Giscard au Zaïre serait, toujours selon les révisionnistes, une «*opération de diversion*», une «*manoeuvre de politique intérieure*» pour «*placer au premier plan de l'actualité un problème étranger aux préoccupations des français (...) en créant un air de guerre; (...) l'union sacrée autour d'une aventure impériale*».

La voilà la véritable opération de diversion qui laisse les mains libres au social-im-

périalisme. A la classe ouvrière, les seules préoccupations économiques, le social-impérialisme lui est un «*problème étranger*». Ne vous inquiétez pas, Marchais pense pour vous à la... politique internationale des nouveaux tsars!

Gaston Defferre déclare, dans le sillage de Marchais, que le soutien de Giscard au Zaïre est «*une manoeuvre de politique intérieure*». Ainsi, si le PS avait été au gouvernement, il ne se serait pas opposé à l'agression sociale-impérialiste contre le Zaïre. Pourtant, les grandes manoeuvres du social-impérialisme en Afrique devraient faire réfléchir tous les sociaux-démocrates.

## LES PERSPECTIVES D'ALLIANCE POUR LES COMMUNISTES

Par ce tour d'horizon des positions des principaux partis politiques de France sur les différents problèmes que nous venons d'étudier, nous pouvons nous faire une idée de ce que représentent ces partis.

Le parti de Marchais est le représentant et l'agent du social-fascisme et du social-impérialisme révisionniste soviétique en France. Il cherche à y créer les conditions favorables à la concrétisation des ambitions hégémonistes du Kremlin sous couvert de «*défense de l'indépendance nationale*», de «*socialisme aux couleurs de la France*».

Le PS, bien que très infiltré par des éléments pro-sociaux-impérialistes, notamment au CERES, n'est pas un parti pro-soviétique. Néanmoins, son alliance avec le parti révisionniste est le meilleur tremplin pour que celui-ci arrive au pouvoir. Le PS lui sert de caution démocratique, le camoufle, le protège. S'opposant à la bourgeoisie nationale, il fait objectivement le jeu du Kremlin, en même temps qu'il représente un recours pour l'impérialisme américain.

Les forces représentées par Giscard et Chirac, le PR et le RPR, sont des forces de la bourgeoisie nationale. Elles défendent l'indépendance nationale. Leur conscience nationale du danger que représente le social-impérialisme et de ses pièges se développe progressivement. La tendance à la conciliation avec la «gauche» développée

partis bourgeois du camp national et démocratique. Les communistes authentiques et les masses participent activement à la lutte nationale et démocratique contre le social-impérialisme et le social-fascisme, qui n'a rien à voir avec une lutte anticommuniste.

Renforcer le combat contre l'ennemi commun exige de mener auprès des forces nationales et démocratiques une lutte contre la tendance à la conciliation qui se

manifeste vis-à-vis du social-impérialisme, conciliation d'autant plus dangereuse qu'elle renforce celui-ci.

Cette lutte exige enfin l'adoption et la mise en oeuvre d'une politique de véritable défense des droits démocratiques et de justes réformes satisfaisant le bien-être du peuple.

Telles sont les perspectives de lutte et d'alliance qu'ouvre aux communistes de France la vie politique de leur pays.

par le premier, et les manifestations de l'esprit de boutique étroitement nationaliste et anticommuniste de l'autre, sont le reflet des illusions engendrées par la «*détente*» prônée par le Kremlin et de la position bourgeoise de ces forces du camp national et démocratique.

Quelle doit donc être la politique des communistes pour isoler et combattre l'ennemi principal, le social-impérialisme?

Faire échec aux ambitions hégémoniques de l'URSS et écraser ses cinquièmes colonnes, nécessite de mettre en avant l'objectif de défense de l'indépendance nationale et de la démocratie, contre les visées expansionnistes soviétiques; de renforcer l'union de toutes les forces nationales et démocratiques dans cet objectif; de combattre l'agent du social-impérialisme russe en France, et toute politique d'alliance et de collusion avec le parti de Marchais.

Renforcer l'union des forces nationales et démocratiques exige de critiquer l'esprit de boutique, la cuisine électorale, l'esprit volontiers poujadiste qui anime certaines forces de la bourgeoisie nationale et démocratique, car tout ceci porte préjudice à la lutte contre les forces pro-soviétiques.

Renforcer l'union exige aussi la critique d'une propagande et d'une position parfois réellement anticommuniste et non pas anti-sociale-fasciste adoptée par les



## Les manœuvres «théoriques» de Jurquet à propos des déclarations de Deng

Avec cette «précision» de langage qui le caractérise, l'auteur du *Printemps révolutionnaire de 1968*, Jacques Jurquet, nous offre encore une fois le plaisir d'un de ses textes à prétention «théorique», cette fois-ci contraint et forcé par une série de déclarations gênantes de Deng Xiaoping au directeur de l'Agence France Presse. En effet, étant donné que ces déclarations absolument justes du Parti Communiste de Chine exprimées par son Vice-Président Deng Xiaoping heurtent de front les positions opportunistes de «gauche» de *L'Humanité Rouge*, Jurquet s'est vu obligé d'y publier un curieux éditorial dans lequel, malgré quelques reculs, il cherche à embrouiller encore plus les choses. Cet éditorial n'est qu'une manœuvre de diversion, cherchant à attirer l'attention du lecteur sur des aspects *secondaires* des déclarations de Deng — Jurquet va jusqu'à développer abondamment un «point de détail», apportant sa «contribution»: la guerre de libération du peuple algérien, son point fort — alors qu'il omet

le principal des déclarations, tant dans son propre article que dans l'extrait minuscule des déclarations de Deng qui l'accompagne.

Pour les communistes français, avoir les idées claires sur la stratégie et la tactique de la révolution en France est de la plus grande importance. La période qui s'ouvre avec la fondation de l'Organisation pour la Reconstitution du *Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)* est une période de lutte idéologique intense contre l'opportunisme de «gauche» qui a gagné d'importants secteurs se réclamant du marxisme-léninisme. Ainsi, c'est avec plaisir que nous voyons d'autres partis communistes prendre des positions et émettre des déclarations qui nous sont une aide pour la lutte en France, c'est-à-dire des déclarations qui à cause de leur forme particulièrement claire et incisive, réduisent les possibilités de manœuvre des opportunistes. C'est le cas des déclarations de Deng Xiaoping à l'Agence France Presse.

### Jurquet omet le principal des déclarations

La presse quotidienne a publié de larges extraits des déclarations de Deng Xiaoping. Par contre, *L'Humanité Rouge* leur a consacré un peu plus d'une demi-colonne, l'espace restant étant occupé par une photographie, sa légende et de nombreux titres pour en mettre plein la vue, dans le

genre *France-Dimanche* ou *Ici-Paris*, ce qui permet d'éliminer l'hypothèse du manque de place pour justifier une sélection aussi serrée. *L'Humanité Rouge* n'a reproduit qu'un sixième du total de ce qui a été publié par la presse quotidienne. Et en plus, Jurquet a soigneusement choisi de

publier dans *L'Humanité Rouge* les morceaux de l'interview qui ne risquaient pas de déranger son radicalisme petit-bourgeois, omettant complètement les passages les plus significatifs, précisément ceux de portée stratégique qui, d'ailleurs, ne sont passés inaperçus auprès d'aucun journaliste bourgeois de service, ni des nouveaux tsars du Kremlin.

Qu'est-ce qui est principal et qu'est-ce qui est secondaire dans les déclarations de Deng? Ce qui est principal c'est ce qui concerne la stratégie mondiale des communistes à l'heure actuelle: d'une part la définition de l'ennemi principal des peuples et d'autre part celle de nos alliés, des forces susceptibles d'être unies pour que nous abattions l'ennemi principal. Ce qui est secondaire c'est le reste, bien que ce soit intéressant. Ainsi, est principale la partie des déclarations définissant l'ennemi principal des peuples — «le social-impérialisme russe» et la délimitation du large

front mondial pour le combattre — «le tiers monde, le second monde et même le premier monde, c'est-à-dire les Etats-Unis».

A la place de ce passage significatif, qui est le principal et qui a justement attiré l'attention de la presse mondiale, *L'Humanité Rouge* a préféré en publier d'autres, secondaires. Cependant, Jurquet affirme dans son éditorial qu'il a publié «par ailleurs les passages essentiels» et qu'il approuve «intégralement la ligne fondamentale». Or, comme nous venons de le voir, les passages «essentiels» pour Jurquet ne comprennent pas ce que nous venons de citer. Ceux qui connaissent sa ligne opportuniste de «gauche» savent parfaitement qu'elle s'oppose à la ligne fondamentale du Parti Communiste de Chine et aux déclarations de son Vice-Président Deng Xiaoping. Le seul but de la «profession de foi» de Jurquet est de masquer cette opposition.

### Jurquet tente de confondre ce que Deng explique le plus clairement

La limpidité des déclarations de Deng ne laisse place à aucun doute: le Parti Communiste de Chine considère nécessaire un front mondial contre le social-impérialisme russe, ennemi principal des peuples. Cela, bien que l'autre superpuissance, les Etats-Unis, ait des aspirations à l'hégémonie mondiale et que le Parti Communiste de Chine s'oppose fermement aux ambitions hégémoniques de l'impérialisme américain. Ainsi, il appelle les peuples à s'unir en un vaste front mondial anti-hégémone.

Le Parti Communiste de Chine lutte, en fin de compte, pour la constitution d'un front mondial contre le social-impérialisme russe, front constitué par le tiers monde, le second monde et par les Etats-Unis, mais il lutte aussi pour que cette dernière puissance ne profite pas de la chute de son plus grand rival pour étendre son hégémonie sur le monde. La lutte contre l'ennemi principal des peuples, le social-impérialisme russe, et contre l'hégémonisme, est le résultat de deux contradictions différentes qu'il ne faut pas con-

fondre. L'une oppose tous les peuples, pays et nations, y compris les Etats-Unis, au social-impérialisme russe. L'autre oppose les peuples, pays et nations du tiers monde et du second monde aux deux superpuissances. Et il y a encore d'autres contradictions, entre les peuples et l'impérialisme, que les communistes prennent en considération.

L'article de Jurquet ne manque pas d'un certain comique: écrit précisément à propos des déclarations de Deng Xiaoping, et alors qu'il affirme béatement les soutenir, il passe à côté du thème traité par Deng Xiaoping — la contradiction principale, qui oppose tous les peuples, pays et nations, y compris les Etats-Unis, au social-impérialisme. Jurquet, par un acrobatique saut périlleux, tente de dévier l'attention du lecteur du thème en question vers un autre thème, intéressant, sans nul doute: la lutte anti-hégémone. Pour cela, il parle indistinctement de «front uni mondial contre les deux superpuissances» (on présume que c'est contre leur hégémonisme), qu'il déclare soutenir, et de «front

uni mondial contre le social-impérialisme russe», auquel il déclare participer. Jurquet confond tout, il n'explique pas en quoi consiste la lutte contre l'impérialisme américain, c'est-à-dire la lutte anti-hégémoniste, et ne dit pas jusqu'à quel point il est disposé à s'unir à celui-ci. C'est de cela qu'il s'agit, Monsieur Jurquet, dans l'essentiel des déclarations de Deng Xiaoping. Tandis que Deng parle d'unir le tiers monde, le second monde, et une partie du premier — les Etats-Unis — en s'opposant évidemment aux prétentions hégémoniques de celui-ci, il s'agit, pour Jurquet, dans l'étape actuelle, d'abattre les deux superpuissances, c'est-à-dire également les Etats-Unis.

Déterminer le rôle de l'impérialisme américain dans le contexte mondial actuel est une question stratégique fondamentale. Le Parti Communiste de Chine et d'autres partis communistes ont travaillé à éclaircir cette question, et maintenant, Deng Xiaoping y contribue par ses importantes déclarations. Il est évident qu'il y a une grande différence entre les positions prises par le Parti Communiste de Chine en ce qui concerne l'impérialisme américain, en 1956, 1970 et 1977. C'est normal,

### Jurquet divise la politique du PCC en politique «d'Etat» et politique «communiste»

Dans son article, par une manœuvre purement spéculative, Jurquet suggère l'existence d'une différence entre la politique de «l'Etat de la République Populaire de Chine» et la politique des communistes. Si on accepte cette idée, on suppose que le Parti Communiste de Chine a deux politiques internationales. L'une serait la politique «d'Etat», qui travaillerait à former le front mondial contre le social-impérialisme russe, pouvant ainsi se salir en de sordides alliances avec des impérialistes et des bourgeois. L'autre serait la politique «communiste», sans tache, la plus pure des politiques, révolutionnaire à cent pour cent, purement décorative à ce qu'il paraît, car on n'en voit pas l'application. S'il en était ainsi, Jurquet pourrait dire que les communistes français ont une attitude *compréhensive* de «participation» en 28

parce que le monde a changé. L'essentiel de ce changement c'est la liquidation du camp socialiste et l'entrée en scène du social-impérialisme russe, l'affaiblissement de l'impérialisme américain, qui est passé d'une position offensive à une position défensive, et le développement du mouvement de libération nationale. Ces changements ont amené Mao Zedong à élaborer la théorie des trois mondes et à modifier sa position face à l'impérialisme américain. C'est dans cette perspective que s'intègrent les récentes déclarations de Deng Xiaoping.

La perspective de Jurquet est toute autre, comme nous l'avons vu, et comme on peut quotidiennement le vérifier dans le journal qu'il dirige, où se mêlangent et se confondent des positions verbales de défense de la thèse des trois mondes et des positions des révisionnistes albanais sur l'impérialisme américain — et, par conséquent, face au social-impérialisme russe. La «contribution» de Jurquet aux déclarations de Deng, c'est de chercher purement et simplement la confusion, là où les grandes idées stratégiques commencent à mieux se clarifier.

ce qui concerne la politique *d'Etat* de la Chine, tandis que, vis-à-vis de la politique *du Parti* (que Jurquet n'arrive pas à nous montrer), leur attitude serait de *main dans la main*. Tout ceci dans le but de récupérer le prestige dont jouit le Parti Communiste de Chine auprès des communistes français et, en même temps, de pouvoir pratiquer sans encombre sa politique opportuniste de «gauche» — de droite en réalité.

Nous voici devant — à quelque minime différence — la conception trotskyste courante sur la politique «d'Etat» qui, faisant appel à un romantisme «révolutionnaire» creux, cherche à entraîner les révolutionnaires sur les conceptions gauchistes et, en même temps, à calomnier la politique communiste, faite d'avances et de reculs, d'intransigeance et de compromis.

De notre point de vue, la politique de la République Populaire de Chine, c'est la politique du Parti Communiste de Chine, c'est la politique des communistes. Attribuer des intérêts particuliers à la République Populaire de Chine, des intérêts qui s'opposeraient à ceux de la révolution mondiale, c'est mettre en cause la politique même du Parti Communiste de Chine, c'est prétendre que les communistes chinois, qui dirigent l'Etat, ont abandonné le

principe «*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*» et sont tombés dans le nationalisme étroit. En réalité, la politique d'Etat de la Chine est une politique révolutionnaire et internationaliste, c'est, ni plus ni moins, la politique de son parti. C'est la politique qui correspond aux intérêts de la révolution dans le monde entier, y compris en France. C'est pour cette raison que nous n'acceptons pas la thèse trotskyste de Jurquet.

### Jurquet transporte la Terre à la Lune

Faire de la France quelque chose à part du monde est une des préoccupations de Jurquet pour ce qui est de la définition des grandes lignes stratégiques pour le monde d'aujourd'hui. Tout se passe comme si la France n'appartenait pas à notre planète. En fait, Jurquet a une grande tâche «spatiale»: amarrer la stratégie qu'il définit pour la France à la stratégie mondiale des communistes chinois, que, dans certains passages, il dit accepter.

D'une part Jurquet accepte la formation d'un front uni mondial contre le social-impérialisme russe — qui découle naturellement du fait que celui-ci est l'ennemi principal des peuples du monde entier — et d'autre part, en France, il fait abstraction de cette clé de voûte pour définir l'ennemi principal de la classe ouvrière. Serait-ce que la France n'appartient pas à la planète Terre que les deux superpuissances se disputent et où le social-impérialisme est l'ennemi principal des peuples? Serait-ce que la France ne se situe pas dans une Europe directement menacée par les armées du nouvel Hitler? La France n'est-elle pas un des pays de la Terre où la cinquième colonne du Kremlin est une des plus puissantes? Serait-ce que la révolution en France peut être coupée de la conjoncture européenne et même mondiale, ainsi que de l'implantation du social-

-impérialisme à l'intérieur même du pays?

Trouver les réponses à ces questions est assez facile pour un révolutionnaire authentique, un révolutionnaire qui pense à la révolution en termes réels et non pas à de belles phrases pour orner des éditoriaux. Nous ne pensons pas à faire la révolution prolétarienne pour notre propre compte, ni en héros sur le plan interne, dans une France coupée de la conjoncture internationale. Nous sommes fermement convaincus que la France est aussi le monde, et, en particulier, l'Europe, et donc que la plus grande menace pour le prolétariat qui y vit et y travaille vient actuellement du social-impérialisme russe et non de la bourgeoisie nationale française. Que l'histoire de notre pays progresse dépend aujourd'hui avant tout de la liquidation du social-impérialisme russe. C'est ce phénomène qui libérera de nouvelles énergies de la révolution mondiale qui, en France, entraînera la liquidation du parti de Marchais, laquais du social-impérialisme, et ouvrira de nouvelles perspectives à notre révolution prolétarienne. Les justifications «théoriques» de Jurquet selon lesquelles *au niveau international, oui... mais au niveau de la France... ne sont que des manœuvres désespérées pour donner un air «marxiste» à son opportunisme de «gauche» qui ne mène à rien.*

### Jurquet dit combattre «particulièrement» le social-impérialisme russe mais concentre le feu sur des ennemis de celui-ci

Le social-impérialisme russe constitue l'ennemi principal des peuples du monde entier. Par la position qu'il occupe dans le monde, et aussi par l'influence qu'il exer-

ce dans la classe ouvrière et dans l'ensemble de la société française au moyen de sa cinquième colonne, il est le principal obstacle au développement d'un vrai parti



communiste et à la révolution socialiste en France. D'où la nécessité de concentrer le feu sur cet ennemi. Cependant, curieusement, Jurquet affirme que sa «lutte fondamentale et principale» est «contre la bourgeoisie capitaliste au pouvoir, ou dans l'opposition au gouvernement» (ici, on n'est même pas bien sûr que Jurquet descendre à y inclure la bourgeoisie révisionniste). Et brouillant plusieurs fois les cartes, Jurquet essaie de nous démontrer, en fin de compte, que sa politique («n'entre nullement en contradiction») avec les déclarations de Deng Xiaoping, ce qui est l'objectif de base de son démagogie éditorial.

Si nous avons bien compris — qu'on nous excuse dans le cas contraire — Jurquet combat: 1 — la bourgeoisie monopoliste au pouvoir; 2 — la bourgeoisie dans l'opposition; 3 — le social-impérialisme russe; 4 — l'impérialisme américain. Il reste donc le prolétariat français (qui, aujourd'hui, te dirige?) et Jurquet — encore une fois, excusez pour la dichotomie — pour faire héroïquement la plus belle et la plus pure des révolutions socialistes!

N'importe qui ayant un minimum de bon sens se rend compte du contresens des «théories» de Jurquet. Il reconnaît dans son éditorial que l'Union Soviétique est la superpuissance la plus dangereuse. Il a déjà édité des brochures et des dizaines d'articles sur le danger que représente pour l'humanité le social-impérialisme russe. Et après ça, il concentre le feu sur la bour-

geoisie du second monde et sur les Etats-Unis. Le tiers monde tout seul, serait-il capable de faire face à la menace sociale-impérialiste? Bien sûr que non. Jurquet pourra aussi nous dire qu'il ne s'oppose pas au second monde, mais seulement à la bourgeoisie française. Eh bien, qu'est le second monde dans la situation actuelle sans la bourgeoisie nationale des pays qui le constituent? Et si, dans les autres pays du second monde d'autres Jurquets s'avisent de suivre la ligne «révolutionnaire conséquente» de Jurquet? Selon sa logique, la thèse des trois mondes s'en irait à vau-l'eau. La thèse des trois mondes, que Jurquet applaudit si fort pour plaire aux camarades chinois, de la même manière qu'il applaudit les conceptions de Hoxha en ce qui concerne la France.

On voit ainsi que le soutien de Jurquet à la thèse des trois mondes et sa lutte «particulièrement» contre le social-impérialisme russe n'existent qu'en paroles. En réalité, dans la lutte concrète, il s'oppose à la thèse des trois mondes, sa cible préférée n'étant pas «particulièrement» le social-impérialisme russe mais la bourgeoisie du second monde, ce qui, dans la situation actuelle, équivaut au second monde. On voit ainsi que Jurquet, tandis qu'il parle de combattre «particulièrement» le social-impérialisme russe, combat *particulièrement* un groupe dynamique de pays qui s'oppose au social-impérialisme russe — le second monde.

### Jurquet parle de front uni mais combat le front uni

La nécessité de former le front uni mondial contre le social-impérialisme russe est bien claire dans les déclarations de Deng, front devant englober le tiers monde, le second monde et même le premier, c'est-à-dire, les Etats-Unis. Jurquet dit soutenir «cette politique internationale» qui, selon lui, comme nous l'avons vu, serait la politique «d'Etat» et non la politique «communiste». Et il ajoute démagogiquement pour démontrer son «amitié» envers le Parti Communiste de Chine: «Nous y participons». Et nous demandons: de quelle manière?

En vérité, ce «soutien» et cette «participation», dans la pratique, constituent pour nous un véritable mystère. De notre point de vue, pour établir un front uni avec la bourgeoisie, il faut lui présenter une politique qui soit acceptable par elle, une politique qui soit compatible avec ses intérêts immédiats. Quelles propositions présente Jurquet à la bourgeoisie française — classe qui dirige la France, important pays du second monde — pour la mobiliser pour le front uni mondial contre le social-impérialisme russe? Ni plus ni moins que la révolution socialiste et la dic-

tature du prolétariat... De deux choses l'une, ou bien Jurquet est un imbécile, ou il pense que la bourgeoisie française l'est, ou alors il nous prend nous, communistes, pour des idiots. Alors Jurquet affirme qu'il mène des «lutttes de classe conséquentes contre la bourgeoisie capitaliste qu'elle soit de droite ou de gauche» — toute entière, en bloc encore en plus, comme on voit — et en même temps il veut faire avec elle un «front uni»? Comment un front uni peut-il s'établir: en tendant la main à la bourgeoisie pour une coopération concernant les intérêts qu'elle a en commun avec le prolétariat ou en la frappant à mort pour l'abattre, pour faire la «révolution socialiste» et instituer la «dictature du prolétariat»?

Les pays du second monde sont frappés par les crises cycliques du capitalisme, ce qui crée le mécontentement au sein de la classe ouvrière et des autres travailleurs. Toutefois, dans les conditions de faiblesse actuelle d'organisation des vrais communistes et de la grande influence qu'ont actuellement les révisionnistes sur les masses, ce sont ceux-ci qui profitent du mécontentement populaire et le mettent fréquemment au service du social-impérialisme russe qui cherche, par tous les moyens, à affaiblir le second monde. Dans

ces conditions, les communistes se trouvent dans une position assez délicate, mais néanmoins intéressante.

Parler de révolution socialiste dans l'actuel contexte international et dans l'actuel état d'organisation du prolétariat n'est rien d'autre que des mots creux. Défendre l'indépendance nationale et la démocratie contre leur ennemi principal, le social-impérialisme russe, est l'objectif immédiat du prolétariat. Or, c'est également celui de la bourgeoisie nationale. Il est donc possible et souhaitable d'unir le prolétariat et la bourgeoisie en un front national et démocratique contre le même ennemi. Bien entendu, cette unité n'exclut pas la lutte, puisque la bourgeoisie défend ses intérêts égoïstes et qu'il va falloir la forcer à accepter des conditions *raisonnables* pour conclure une entente historiquement nécessaire et possible, puisqu'elle-même la recherche. On peut ainsi effectivement parler de front uni contre le social-impérialisme. Au contraire, ce que dit Jurquet sur le front uni n'est qu'une lamentable mascarade «marxiste-léniniste», tellement lamentable qu'elle ne convainc que ceux qui ignorent tout sur les problèmes de la stratégie de la révolution, ou alors ceux qui travaillent consciemment pour le social-impérialisme russe.

---

### Jurquet ne sait toujours pas si c'est tôt ou tard...

Pour appuyer son radicalisme petit-bourgeois, Jurquet a le culot de citer Deng Xiaoping, citant d'ailleurs une phrase qui montre précisément le contraire de ce que prétend Jurquet.

Deng dit — selon l'éditorial même de Jurquet — que la société française est une société de classes antagoniques et donc que «la révolution, tôt ou tard, est inévitable». Par cette phrase de Deng, Jurquet, tel un illusionniste de *Bobino*, prétend prouver que la révolution est à l'ordre du jour. D'où, le reste de sa ligne pseudo-révolutionnaire. Or, les mots de Deng semblent nous dire précisément le contraire. Quant à nous, affirmer que la révolution viendra *tôt ou tard* étant donné l'antagonisme des classes qui composent la société, c'est une manière de dire que la

révolution n'est pas pour tout de suite. Elle viendra... Telle est aussi, quant à nous, à en juger par ses paroles, l'opinion de Deng Xiaoping. Ou bien, Deng Xiaoping serait-il lui aussi un gauchiste lunatique. Convenons que ce n'est pas exactement ce dont l'accusent les opportunistes. Mais Jurquet prétend le contraire, prétend récupérer les paroles de Deng pour justifier son baratin «révolutionnaire».

Savoir analyser le rapport de forces actuel dans le monde et en France entre la révolution et la contre-révolution et entre le prolétariat et la bourgeoisie est de la plus grande importance pour que les communistes puissent se guider pour le choix de leurs cibles, dans leur lutte quotidienne. Sans cette orientation claire, le révolutionnarisme petit-bourgeois type

Jurquet ne sert qu'à fatiguer les jeunes enthousiastes, après quelques mois ou quelques années, jusqu'à ce qu'ils découvrent que ce qu'ils apprennent en récitant les éditoriaux de Jurquet ne correspond pas à la réalité de la vie.

Aujourd'hui, la situation internationale n'est pas favorable à une révolution prolétarienne en France. Et le rapport de forces prolétariat-bourgeoisie à l'intérieur du pays est également loin de permettre la conquête du pouvoir par le prolétariat. Combien de millions de prolétaires et semi-prolétaires sont aujourd'hui — et seront, au cours des prochaines années, — influencés par le révisionnisme moderne, par la social-démocratie et même par la

bourgeoisie libérale? Et combien sont influencés par le parti qui, aux dires de Jurquet, est le parti du prolétariat? N'importe qui, ayant un minimum de bon sens, voit qu'il est ridicule de parler de révolution socialiste en termes d'actualité. Ou Jurquet n'a pas le sens du ridicule, ou il veut nous faire passer pour des imbéciles. Ou alors il n'a pas perdu tout espoir de voir la révolution socialiste dirigée par Marchais, dont le parti influence actuellement une grande partie du prolétariat. D'ailleurs, les critiques de Jurquet à Marchais visent principalement son «réformisme» et non son caractère contre-révolutionnaire, fasciste, d'agent des nouveaux tsars.

---

### Jurquet dégage sa responsabilité pour la confusion idéologique

Jurquet commence son éditorial en lançant une série d'anathèmes contre les «révisionnistes, trotskystes et autres opportunistes de tous bords» qui, par leurs manoeuvres, visent à «dénaturer la juste portée des paroles de Deng Xiaoping». Il s'insurge aussi contre les révisionnistes russes, qui influencent «un grand nombre de militants et de personnes honnêtes et sincères auxquels doivent être apportées avec patience toutes les explications». Qui, au début de l'éditorial, lirait ces mots, pourrait espérer une correction de la ligne de *L'Humanité Rouge*. Mais, en continuant sa lecture, il ne tarderait pas à comprendre qu'il s'agit en réalité d'une simple manoeuvre, d'une tentative de récupérer les déclarations de Deng Xiaoping, qui, en fait, ne conviennent pas à Jurquet.

Nous avons vu quel genre «d'explications» Jurquet donne. Jurquet omet le principal des déclarations de Deng, cherche à confondre ce que Deng explique le plus clairement, il brouille les cartes, et dit que le rouge et le noir ne sont qu'une seule et même couleur. Et il a le culot de crier contre les confusionnistes d'idées!

Selon notre opinion, depuis le milieu des années 60, le plus grand confusionniste des idées en France au sein de ceux qui se réclament du marxisme-léninisme est précisément Jacques Jurquet. Et si nous

considérons que le plus grand confusionniste des idées du pays est celui qui se trouve *dans nos propres rangs*, là Jurquet détient la palme sur Marchais et les trotskystes.

A qui doit-on les déviations de droite et de «gauche» sinon à celui qui a imprimé de telles orientations au mouvement? A qui doit-on la confusion idéologique au sein des communistes sinon à celui qui pond des «théories» opportunistes, opposant à un révisionnisme un autre révisionnisme, avec des positions pseudo-révolutionnaires qui ne correspondent pas à la réalité?

Que Jurquet vienne «au secours du marxisme» dans son éditorial ne nous fait ni chaud ni froid. Ce n'était pas la peine, puisque les paroles de Deng — que la grande presse bourgeoise a eu l'amabilité de publier, pour l'essentiel, contrairement à Jurquet — sont assez claires. Et ses cyniques déclarations de «soutien» à des positions politiques auxquelles il s'oppose ne vaudront rien à Jurquet, car la lutte en France et dans le monde exige de plus en plus de clarté. Avec le développement de la lutte, ou Jurquet suivra ouvertement les révisionnistes de Tirana, c'est-à-dire de Moscou, ou alors il présentera une autocritique complète et sans détours sur ses positions opportunistes. Nous ne lui laissons pas d'autre alternative.

# Quelques expériences à ne pas recommencer

Au moment où se pose la question d'unir les marxistes-léninistes sur une ligne conséquente, en accord avec la théorie des trois mondes, de créer une nouvelle organisation, reviennent en mémoire de récentes expériences du mouvement marxiste-léniniste. Il y a moins de dix ans, on vivait une situation analogue: profonde remise en question à l'intérieur du mouvement marxiste. A cette époque, de nombreuses organisations se sont proposé de lutter pour qu'existe un parti marxiste-léniniste authentique. Or, non seulement ces luttes ont échoué, mais elles ont entraîné aussi une plus grande division et une grande confusion. Il nous a, par conséquent, paru nécessaire de préciser quel bilan on pouvait faire de ces échecs passés, et dans quelle mesure en tirer les leçons permet de tracer les perspectives actuelles.

## Un rapide bilan du passé

Nous n'avons pas la possibilité de faire ici un bilan du mouvement se réclamant de la pensée de Mao Zedong depuis son début, bilan qui serait utile pour comprendre comment, après plus de dix ans, ce courant de pensée qui aurait dû apporter beaucoup à la classe ouvrière reste un mouvement marginal, peu implanté dans les masses, et sans influence dans la société. Voici, cependant, comment on peut le caractériser.

Depuis sa formation lors de la scission

du mouvement communiste international, le «mouvement marxiste-léniniste», s'il s'est démarqué du parti révisionniste, (dans la période de la guerre d'Algérie, notamment), n'a jamais critiqué le révisionnisme dans ses racines. Il n'a jamais rejeté l'économisme du parti révisionniste et s'est tout de suite contenté d'une simple surenchère sur les questions économiques. A cette attitude, en Mai 68 et dans la période qui a suivi, s'est rapidement ajouté un grand ouvriérisme. Cela a abouti, dans certains cas, à des lignes qui prônaient l'abandon de la dictature du prolétariat, ou faisaient l'apologie du «grand mouvement populaire de révolte». Ces lignes, si elles ont été critiquées par la suite, ne l'ont pas été en tant que développement du révisionnisme. Au moment où le révisionnisme dominait le mouvement ouvrier, le fait qu'il n'y ait pas de lutte conséquente antirévionniste dans le mouvement marxiste-léniniste a fait de celui-ci un appendice du révisionnisme.

En 1969-70 pour tenter de défendre une ligne juste contre l'économisme et le spontanéisme, des groupes se constituèrent en organisation. Ces groupes — comités, organisations «communistes» diverses — étaient l'émanation du mouvement de *Mai 68*. Ils étaient composés de militants très jeunes, pratiquement sans aucune expérience politique, ni de la vie en général. C'étaient presque exclusivement des intellectuels, et même des étudiants sans aucun

contact avec le monde du travail. Du fait de tous ces facteurs, ce mouvement véhiculait beaucoup de conceptions erronées, idéalistes et petites-bourgeoises, sur la classe ouvrière, la lutte de classe. Il avait aussi une fausse conception de lui-même. Bien qu'ayant la volonté de lutter contre le révisionnisme dominant, ces groupes ont propagé des lignes et des pratiques erronées qui n'ont fait que permettre au révisionnisme de se développer et se renforcer. Certains de ces groupes, le *Comité Dimitrov*, notamment, avaient une ligne et une « pratique » tellement caricaturales qu'ils réussirent à dégoûter un bon nombre de militants du marxisme-léniniste au moins pour un certain temps.

Nombre des conceptions fausses et idéalistes qui dominaient alors ces comités concernaient directement le mouvement marxiste-léniniste et existent encore actuellement plus ou moins explicitement: le mouvement marxiste-léniniste était l'avant-garde par définition. Il devait à tout prix maintenir sa pureté hors de toute atteinte, et surtout ne pas participer aux luttes des masses, sous peine d'être contaminé par le spontanéisme et l'opportunisme. Il était le point le plus avancé de la lutte et on y discutait des questions d'un « haut niveau » « théorique » pour « se démarquer » de l'opportunisme et du spontanéisme. Cet idéalisme engendra rapidement des « théories » complètement fausses: le front de lutte principal n'était pas dans la société, contre le révisionnisme sous ses divers aspects, en particulier contre le parti révisionniste, mais à l'intérieur du mouvement marxiste-léniniste lui-même, comme si la politique d'une organisation pouvait être jugée, et même pouvait exister, en dehors du combat qu'elle mène contre l'ennemi. Le résultat de toutes ces « théories » a été de diviser les organisations entre elles, d'empêcher que soient concentrées les forces militantes contre le révisionnisme; de marginaliser le mouvement marxiste-léniniste pour des années; d'entretenir le sectarisme et la division dans le mouvement révolutionnaire; de décourager et de paralyser les militants par des pratiques sociales-fascistes à l'intérieur des organisations où régnaient le culte du perfectionnement indi-

viduel, l'« idéologisme », au lieu de tenter d'unir les forces positives de ce courant.

### Les leçons à tirer

A travers la critique de Lin Biao et de la « bande des quatre » actuellement en cours en Chine, avec l'expérience d'autres pays, avec le recul, nous pouvons mieux saisir ce qu'avaient en commun ces différentes lignes et pratiques. « *Pratiquer le marxisme-léninisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture et ne tramer ni intrigues ni complots* ». Cette citation s'applique bien au courant dont nous venons de rappeler les erreurs les plus évidentes. Au lieu de lutter contre l'opportunisme dominant alors le mouvement marxiste-léniniste en appliquant une ligne en prise sur les problèmes de la société et axée sur la lutte contre le révisionnisme, ils se sont livrés à une lutte intellectualiste, confinée au monde clos du mouvement marxiste-léniniste, s'enfermant ainsi dans le sectarisme et le terrorisme.

On retrouve bien, en fait, les critiques adressés à Lin Biao et à la « bande des quatre ». Ainsi, la deuxième grande caractéristique de ces groupes est d'avoir été des sectes, prônant une politique volontairement en dehors de la société et du peuple, refusant de se tremper dans la lutte politique et dans la lutte des masses, aux conceptions des méthodes de direction entièrement bureaucratiques — des sectes ne voulant à aucun prix sortir de leur état de secte.

Aujourd'hui, le mouvement marxiste-léniniste doit mener une lutte conséquente contre le social-impérialisme et le social-fascisme. Nous voulons suivre une politique rompant radicalement avec cette conception marginale de la lutte. Nous voulons appliquer le marxisme-léninisme à la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement: le monde est divisé en trois parties, le danger d'une agression sociale-impérialiste plane sur notre propre pays. Nous devons chercher à unir tout ce qui a intérêt à lutter, dans un combat

(Suite page 39)

# Défendre le camarade Hua Guofeng c'est défendre Mao Zedong

*«C'est toi qui diriges les affaires, alors je suis tranquille».* Ces mots du Président Mao expriment bien la haute considération qu'il avait pour le camarade Hua Guofeng. En fait, la désignation par le Président Mao d'un successeur qui vienne prendre la tête du Parti Communiste de Chine fut décisive pour la victoire du marxisme-léninisme. Bien que le camarade Mao Zedong ait détecté depuis longtemps les manoeuvres révisionnistes et de sabotage de la bande des quatre et les ait avertis à plusieurs reprises de ne pas former une secte, c'est au Comité Central du PCC, ayant à la tête le Président Hua Guofeng, que revint la tâche, après le décès du Président Mao, d'écraser définitivement ces contre-révolutionnaires lancés dans une tentative de coup d'Etat. En choisissant le camarade Hua Guofeng comme son continuateur, le Président Mao garantit que des révolutionnaires prolétariens gardent la direction du PCC et de la Chine.

Il y a déjà plusieurs années que le Président Mao critiquait et condamnait opportunément la clique de Jiang-Wang-Zhang-Yao. A la veille de la IV<sup>e</sup> Assemblée Populaire Nationale, les «quatre» redoublèrent leurs activités de conspiration. Ils voulaient avoir le champ libre pour «former un gouvernement». Après la mort de Zhou Enlai, ils déployèrent tous leurs efforts pour faire nommer un des leurs au poste de Premier-Ministre. Mais le Président Mao s'y opposa, proposant par con-

tre le camarade Hua Guofeng comme Premier-Ministre par intérim. Les «quatre» déclenchèrent alors une campagne d'opposition et de dépit, à laquelle le Président Mao répondit en nommant le camarade Hua Guofeng Premier Vice-Président du Comité Central du Parti et Premier-Ministre du Conseil des Affaires d'Etat.

La position du camarade Hua Guofeng comme successeur du Président Mao fut ainsi assurée. La bande des quatre s'enfonça alors dans des activités conspiratrices successives dont le but était l'usurpation du pouvoir au sein du Parti et de l'Etat. Une grande victoire du prolétariat sur la bourgeoisie et du marxisme sur le révisionnisme fut ainsi assurée.

Ce fut l'ascension au pouvoir de la clique traîtresse de Khrouchtchev et Brejnev, qui a fait dégénérer le parti marxiste-léniniste fondé par Lénine, parti dirigeant de la première révolution prolétarienne du monde, en un parti fasciste, et le premier pays socialiste en un pays social-impérialiste. Partant de cette douloureuse expérience, des intérêts fondamentaux du peuple chinois et du communisme international, le Président Mao a porté une grande attention aux problèmes des continuateurs de la révolution. Il a exposé en profondeur la nécessité de les éduquer et de les former: *«Bref, la question est d'une importance extrême; c'est une question de vie ou de mort pour notre Parti et notre Etat».* Il a formulé les trois principes fon-

damentaux pour qu'un communiste puisse remplir sa tâche — *«pratiquer le marxisme et non le révisionnisme; travailler à l'unité et non à la scission; faire preuve de franchise et de droiture, et ne tramer ni intrigues, ni complots»* — et il a souligné que *«c'est au milieu des grandes tempêtes révolutionnaires»* que les continuateurs de la cause révolutionnaire se *«forge et grandissent»* et que le chef du prolétariat *«doit être reconnu comme tel par les masses au cours de la lutte, de la pratique; personne ne peut s'attribuer ce titre»*.

Le camarade Hua Guofeng a traversé de grandes épreuves et a acquis une expérience précieuse dans la révolution de la démocratie nouvelle et dans l'édification socialiste, dans la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, ainsi que dans la lutte aigüe et complexe à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine. Réuni du 16 au 21 Juillet dans sa première session plénière depuis le décès du Président Mao, le Comité Central du Parti Communiste de Chine a consacré à l'unanimité la nomination du camarade Hua Guofeng à la Présidence du CC du PCC et de la Commission Militaire du CC du PCC. A un moment crucial pour la révolution chinoise, le Président Hua, fidèle à la volonté du Président Mao, a dirigé tout le Parti Communiste de Chine dans l'écrasement de la clique anti-parti des «quatre». Il a pris une série de mesures énergiques pour liquider, dans le domaine politique, économique et culturel, les influences néfastes de la ligne révisionniste des «quatre» et pour suivre fermement la ligne révolutionnaire du Président Mao.

La thèse que le camarade Mao Zedong a systématisée en 1974, et que les révisionnistes de toutes nuances cherchent à nier et à noircir, est d'une très grande importance. Il s'agit de la thèse des trois mondes grâce à laquelle les communistes du monde entier et les patriotes authentiques analysent la situation internationale actuelle. Grâce à elle, ils peuvent définir la politique d'alliances avec les secteurs patriotiques dans leur propre pays, dans le cadre du front uni contre la menace du social-impérialisme en pleine offensive sur

toute la surface du globe.

Aujourd'hui, le Président Hua Guofeng, continuateur de la politique de Mao Zedong, procède à l'application de cette thèse élaborée par le camarade Mao.

Au XI<sup>e</sup> Congrès du PCC, le camarade Hua Guofeng a souligné l'importance du renforcement de l'unité entre les partis et organisations marxistes-léninistes et s'est référé à l'importance de la thèse du Président Mao Zedong sur la division du monde en trois parties.

La réaffirmation de la thèse des trois mondes est un coup très dur pour les prétentions des révisionnistes albanais et, en premier lieu, pour celles de leur chef-de-file Enver Hoxha qui aspire à «se faire consacrer» comme «le grand dirigeant» du «mouvement communiste international».

Effectivement, la géniale thèse des trois mondes non seulement suscite la haine de longue date des sociaux-impérialistes russes (qui, dans la *Pravda* du 2 Septembre 1964 accusaient déjà la Chine d'avoir «divisé le monde en trois parties ou zones» et considéreraient alors que Mao Zedong mélangait exploités et exploités et recherchait l'unité avec les «revanchards» allemands), mais elle éveille également la haine «de fraîche date» des opportunistes de Tirana.

Après la défaite de la bande des quatre, la politique définie par le Président Mao, tant sur le plan intérieur — édification socialiste et renforcement de la dictature du prolétariat — que sur le plan extérieur — défense de la thèse des trois mondes et renforcement des liens de solidarité avec les partis communistes frères — a été résolument mise en pratique par le camarade Hua Guofeng.

En défendant le camarade Hua Guofeng et la ligne politique qu'il met en pratique, c'est le Président Mao lui-même que nous défendons, c'est le marxisme que nous défendons des attaques de ses pires détracteurs: les révisionnistes modernes de marque Moscou, et les «super-révolutionnaires» trotskystes partisans de la politique opportuniste de la bande des quatre qui fomentent la scission du mouvement communiste international.

## La deuxième réorganisation du parti en Italie

Les 6, 7 et 8 Mai derniers a eu lieu à Rome une réunion d'une grande importance pour les marxistes-léninistes italiens et d'une grande signification pour leurs camarades étrangers. A cette réunion, un Comité Politique National formé par les directions de plusieurs organisations marxistes-léninistes — *Organizzazione dei Comunisti (marxisti-leninisti) d'Italia*, *Coscienza Operaia*, *Partito Comunista Marxista-Leninista (Lotta di Lunga Durata)* et *Ideologia Proletaria* — et aussi par d'anciens responsables de *Nuova Unità*, a dirigé les travaux du II<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste d'Italie (marxiste-léniniste), qui a été réorganisé sous le nom de *Parti Communiste Unifié d'Italie*.

Il s'agit de la deuxième réorganisation du Parti Communiste d'Italie après sa destruction par les révisionnistes modernes, et de la première après sa destruction par les néo-révissionnistes de la clique de Fosco Dinucci, fidèles mégaphones «super-révolutionnaires» du révisionnisme albanais.

La lutte des camarades italiens est particulièrement importante, puisque non seulement elle révèle l'incompatibilité absolue entre le marxisme-léninisme et les théories «super-révolutionnaires» — bien connues, depuis longtemps déjà, en Italie —, mais elle ouvre également la voie à la lutte ouverte contre les ennemis du marxisme, tant dans le domaine théorique que pratique.

Après la destruction du Parti Communiste d'Italie, d'Antonio Gramsci, par les révisionnistes modernes, les communistes italiens, dès 1962, ont commencé la lutte pour défendre leur parti. En 1964 le journal *Nuova Unità* apparut, avançant la plate-forme des marxistes-léninistes d'Italie. Le 15 Octobre 1966, à Livourne, naissait le PC(m-l)d'I qui, combattant les théories droitières de «l'attentisme» et trotskystes de «l'entrisme», montrait que la coupure avec le révisionnisme moderne était absolue, du point de vue du marxisme. La déclaration de principes approuvée affirmait que «l'idéologie du Parti Communiste d'Italie (m-l) est la science révolutionnaire du marxisme-léninisme fondée sur le matérialisme dialectique et historique, suivant les enseignements de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Zedong».

Sous l'impulsion de la lutte antirévissionniste, et avec l'influence de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, le PC(m-l)d'I atteint, deux ans plus tard, plus de dix mille militants, et jouit d'une influence appréciable. Cependant, l'influence qu'il subit encore du révisionnisme togliattiste et de positions opportunistes de droite l'amènent à une profonde crise dont il ne se relèvera plus.

Les «théories» «super-révolutionnaires» qui, déjà à ce moment-là, tentaient de se substituer au marxisme au sein des partis communistes, sont particulièrement importantes dans le processus de dégénéres-



cence du PC(m-l)d'I. Ainsi, les divergences dans la direction du Parti atteignirent un tel point que *Nuova Unità* en arriva à présenter deux articles signés, l'un par Osvaldo Pesce, l'autre par Fosco Dinucci, exprimant des positions clairement antagoniques. Alors que le camarade Osvaldo Pesce, partant d'une analyse de la situation internationale, caractérisait le parti révisionniste comme le représentant d'une superpuissance — l'URSS — et niait la possibilité que celui-ci ne participe à un front uni antifasciste et anti-impérialiste, Dinucci se contentait de dénoncer la bourgeoisie italienne et l'impérialisme allié de celle-ci. La contradiction principale au niveau intérieur était, pour Dinucci, celle opposant le peuple aux monopoles, et il présentait le parti révisionniste comme un parti réformiste, antifasciste, ni bourgeois ni prolétarien. Sa ligne consistait à dépasser «sur sa gauche» la ligne de Berlinguer — par exemple en opposant au mot d'ordre «Unité» de celui-ci, celui de «Unité oui, mais contre la Démocratie Chrétienne»! Mais le PC(m-l)d'I révélait son révisionnisme sur beaucoup d'autres points. Niant l'existence de la lutte entre les deux lignes au sein du Parti, — lutte qu'ils qualifiaient d'antimarxiste — les «super-révolutionnaires» identifiaient les idées opposées à la ligne dominante à des «bacilles» dans un corps malade. La défense de la «paix absolue» au sein du Parti, en réduisant la combativité et la lutte idéologique, a permis la seconde destruction du Parti Communiste d'Italie.

Leur sous-estimation du révisionnisme, leur haine de la Révolution Culturelle Proletarienne, le fait que, déjà à ce moment-là, ils ne reconnaissaient pas Mao Zedong comme le continuateur de Marx, Engels, Lénine et Staline — et tout cela avec tout le soutien de leurs amis albanais — montre parfaitement leur visage de conspirateurs contre-révolutionnaires de longue date.

Comme l'affirmait en 1970 le camarade Osvaldo Pesce, après son expulsion du PC(m-l)d'I déjà détruit à ce moment-là, tout «comme à l'époque de Lénine on n'était pas marxiste si on n'acceptait pas le léninisme, aujourd'hui on ne peut être marxiste-léniniste si l'on n'a pas accepté la

*pensée de Mao Zedong; ne pas accepter la pensée de Mao Zedong comme le marxisme-léninisme de notre époque signifie renier tout le patrimoine du marxisme-léninisme, rejeter toute l'expérience historique du prolétariat, signifie être au côté du révisionnisme moderne». Ou encore: «Nier aujourd'hui la validité universelle de la pensée de Mao Zedong et des enseignements de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne signifie nier le marxisme-léninisme de l'époque actuelle, signifie s'opposer aux enseignements historiques de Marx, Engels, Lénine et Staline (...), signifie se précipiter dans le révisionnisme moderne.»*

Mais, tout comme par le passé, les communistes d'Italie ne se découragèrent pas et se lancèrent dans la lutte pour la réorganisation du Parti Communiste, détruit pour la seconde fois. En 1970 naît l'OC(m-l) et son journal *Linea Proletaria*, qui constituera la force principale pour l'unification des communistes. Le 22 Octobre 1974, *Linea Proletaria* publia les points essentiels pour l'unité des communistes, qui sont directement tirés des enseignements de la période de lutte antérieure. Cette plate-forme considérait qu'entre les communistes il devait y avoir unité sur les principes, unité sur les aspects principaux de la ligne politique — c'est-à-dire sur la question des alliances, le front uni, la position face à l'armée nationale, à l'OTAN, sur la phase immédiate de la lutte, l'ennemi principal, la position face à la thèse des trois mondes, etc. — ainsi que réalisation de l'unité dans l'action au moyen de travail en commun. Les communistes italiens devaient aussi, comme condition de l'unité, réaffirmer dans la pratique la validité de la rupture entre les communistes et les révisionnistes modernes, traçant toujours entre eux une nette ligne de démarcation, devaient revendiquer tout le patrimoine historique de l'expérience de lutte du prolétariat, tant du PCd'I de 1921 que du PC(m-l)d'I de 1966, ainsi que mener la lutte contre le révisionnisme moderne et toutes les lignes et idées erronées existant au sein des masses. Ces conditions montraient la préoccupation de faire du futur parti communiste un vé-

ritable état-major prolétarien, avec une ligne politique claire et ferme, sachant l'appliquer de manière créatrice aux conditions concrètes du pays et capable de répondre aux exigences de la lutte de classes. Plusieurs organisations et un grand nombre de militants qui abandonnèrent *Nuova Unità* ont apporté leur adhésion à ces conditions. Un Comité Politique Na-

tional fut constitué à qui incombait la préparation du 11<sup>e</sup> Congrès du PC(m-l)d'I.

Ce congrès s'est tenu. Malgré l'esprit de groupe, de secte existant parfois dans les organisations qui adhéraient à la plate-forme, les camarades italiens sont parvenus à forger l'unité et à franchir ce pas d'importance vitale pour les intérêts du prolétariat italien.

(Suite de la page 34)

commun, contre cet ennemi. Il faut proposer des objectifs qui ne soient pas limités au seul mouvement marxiste-léniniste,

s'engager dans une lutte au niveau de la société toute entière. Il faut, développant le marxisme-léninisme contre le révisionnisme, faire progresser la révolution.

